

35
MIGA
Agence multilatérale de
garantie des investissements



**RAPPORT
ANNUEL
2023 DE
LA MIGA**





À PROPOS DE LA MIGA

Notre mission est de promouvoir les investissements directs étrangers dans les pays en développement en fournissant des garanties non commerciales (à savoir l'assurance contre les risques politiques, le rehaussement des termes des crédits et les garanties en faveur du financement du commerce) aux investisseurs et aux prêteurs.

Au cours de l'exercice 23 marquant le 35^e anniversaire de sa création, la MIGA a émis un montant record de 6,4 milliards de dollars de nouvelles garanties dans le cadre de 40 projets. À travers ces projets, l'Agence a continué de s'employer principalement à encourager les investisseurs privés à aider les pays hôtes à gérer et à atténuer les risques politiques. La MIGA a fourni un financement total de 8,6 milliards de dollars (provenant de sources privées et publiques) dans le cadre de son travail avec ses clients et ses partenaires. Quasiment tous les projets de l'Agence ont contribué à au moins un de ses trois domaines prioritaires : 27 % de ses émissions brutes ont soutenu des projets dans des pays (à faible revenu) admis à bénéficier de l'aide de l'IDA, 19 % ont bénéficié à des pays fragiles ou touchés par un conflit et 28 % de l'ensemble des investissements garantis dans le cadre des projets ont contribué au financement de l'action climatique.

Ainsi, ses émissions durant l'exercice 23 devraient favoriser la création de 8 774 emplois et faciliter l'octroi de 2,6 milliards de dollars de crédits, notamment au profit de petites et moyennes entreprises et d'activités en lien avec le climat. En outre, les projets de la MIGA ont connecté 55 millions de personnes aux réseaux de téléphonie mobile et 40 millions à l'Internet.

Au cours de l'exercice 23, comme durant la pandémie de COVID-19, la MIGA a démontré sa capacité à répondre à la crise, utilisant plusieurs produits durant l'année pour venir en aide au peuple ukrainien assiégé après l'invasion russe.

La MIGA, qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale, est résolue à maximiser son impact sur le développement et s'attache à promouvoir des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. Elle aide les investisseurs à atténuer les risques que présentent les restrictions à la convertibilité et aux transferts monétaires, les ruptures de contrat par les États, l'expropriation de même que la guerre et les troubles civils. Elle offre également des garanties en vue du financement du commerce, ainsi que des rehaussements de crédit sur les obligations des États et des collectivités territoriales, des entreprises publiques et des banques régionales de développement.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



ENGAGEMENTS MONDIAUX DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Durant l'exercice 23, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des niveaux de financement inédits à un rythme sans précédent ; a réalisé des études et des analyses approfondies ; et a travaillé aux côtés des pouvoirs publics, du secteur privé et d'autres institutions pour aider les pays en développement à faire face aux répercussions très diverses de la pandémie de COVID-19 et à s'engager vers une reprise verte, résiliente et inclusive.

AU TOTAL 128,3 MILLIARDS DE DOLLARS

de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées*.

6,8 MILLIARDS DE DOLLARS
Moyen-Orient et Afrique du Nord

38,6 MILLIARDS DE DOLLARS
Afrique subsaharienne

36,2 MILLIARDS DE DOLLARS
Europe et Asie centrale



18,2 MILLIARDS DE DOLLARS
Amérique latine et Caraïbes

13 MILLIARDS DE DOLLARS
Asie de l'Est et Pacifique

15,4 MILLIARDS DE DOLLARS
Asie du Sud

* Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales.

Durant l'exercice 22, la Société financière internationale (IFI) a modifié sa cartographie par pays pour passer à une cartographie par région. Les totaux régionaux prennent en compte les engagements d'IFI, qui ont été recalculés de manière à ce qu'ils cadrent avec la classification régionale de la Banque mondiale en additionnant les engagements par pays au sein de chacune des régions de la Banque mondiale.



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Alors que des défis étroitement imbriqués — pauvreté, pandémies, dérèglement climatique, dette, conflits, insécurité alimentaire et fragilité — érodent des décennies de progrès de développement réalisés au prix de gros efforts, le monde attend de nous des solutions.

Ce sentiment d'urgence nous pousse à définir un nouveau modèle stratégique qui impulsera un développement efficace et améliorera la qualité de vie des populations partout dans le monde. Les pandémies et le changement climatique se moquent des lignes tracées sur une carte. Si nous ne conjuguons pas nos efforts pour enrayer ces crises, nous serons tous perdants.

Notre démarche doit inclure tout le monde, y compris les femmes, les jeunes et d'autres personnes trop souvent laissées pour compte. Elle doit être résiliente aux chocs, notamment les catastrophes touchant le climat et la biodiversité, les pandémies et la fragilité. Et elle doit être durable — que ce soit pour la croissance économique, le développement humain, la gestion des finances publiques et de la dette, et la sécurité alimentaire, que pour l'accès à l'air pur, à l'eau et à une énergie abordable.

Pour aider les pays à atteindre ces objectifs et à répondre à leurs besoins de développement les plus urgents, nous proposons des solutions innovantes qui peuvent être appliquées à grande échelle afin d'en optimiser l'impact. Grâce à nos connaissances et à nos travaux de recherche, nous aidons les pays à prendre des décisions éclairées et efficaces. Nos partenariats et notre pouvoir de mobilisation, qui s'inscrivent au cœur de ces efforts, élargissent davantage la portée de notre action dans la poursuite de notre vision commune.

Dans le cadre de notre Feuille de route pour l'évolution, nous nous employons à devenir une Banque meilleure. Nous deviendrons plus efficaces et ferons plus en moins de temps, privilégiant le résultat plutôt que les moyens. Nous continuerons de mettre l'accent sur le nombre de filles scolarisées, le nombre d'emplois créés, le nombre de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone évitées et les montants mobilisés auprès du secteur privé.

Nous nous surpassons pour renforcer notre capacité de prêt, trouver des moyens de tirer parti du capital exigible et créer de nouveaux mécanismes tels que le capital hybride, qui pourraient débloquer des ressources incalculables permettant d'obtenir des résultats. Nous voulons accroître les financements concessionnels et les faire évoluer afin d'aider un plus grand nombre de pays à faible revenu à atteindre leurs objectifs de développement, tout en réfléchissant à des manières créatives de promouvoir la coopération transfrontalière et de relever des défis communs.

Alors que nous entrons dans une nouvelle ère du développement, nous restons déterminés à créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable.

Ajay Banga

Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs

Nous nous surpassons
pour renforcer notre
capacité de prêt,
trouver des moyens
de tirer parti du
capital exigible et
créer de nouveaux
mécanismes tels que
le capital hybride, qui
pourraient débloquer
des ressources
incalculables
permettant d'obtenir
des résultats.



Photo des Administrateurs de la MIGA

Assis (de gauche à droite) :
 Erivaldo Gomes, Brésil ; Cecilia Nahon, Argentine ;
 Ayanda Dlodlo, Afrique du Sud ;
 Dominique Favre, Suisse ;
 Junhong Chang, Chine – vice-doyen ;
 Koen Davidse, Pays-Bas – doyen ;
 Khalid Bawazier, Arabie saoudite ;
 Adriana Kugler, États-Unis ;
 Matteo Bugamelli, Italie ;
 Ernesto Acevedo, Mexique ;
 Takashi Miyahara, Japon ;
 Lene Lind, Norvège.

Debout (de gauche à droite) :
 Wempi Saputra, Indonésie ;
 Parameswaran Iyer, Inde ;
 Mansour Alshamali, Koweït ;
 Michael Krake, Allemagne ;
 Katharine Rechico, Canada ;
 Roman Marshavin, Fédération de Russie ;
 Velavan Gnanendran, Royaume-Uni ;
 Il-Young Park, Corée ;
 Nathalie Francken, Belgique (Administratrice MIGA
 et Administratrice suppléante Banque/IFC) ;
 Naveed Baloch, Pakistan ;
 Abdoul Salam Bello, Niger ;
 Arnaud Buissé, France.

Absent : Floribert Ngaruko, Burundi.

MESSAGE DES ADMINISTRATEURS DE LA MIGA EXERCICE 23

Au cours de l'exercice écoulé, les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale se sont entretenus avec la direction du Groupe de la Banque sur les crises mondiales persistantes et sur la nécessité urgente de renouer avec les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. Selon les prévisions, plus de 574 millions de personnes vivront dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, la plupart en Afrique. Plus généralement, près de la moitié de la population mondiale, soit plus de 3 milliards de personnes, vit de moins de 6,85 dollars par jour. Les répercussions de la pandémie de COVID 19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les phénomènes climatiques extrêmes font partie des principaux enjeux vers lesquels les Administrateurs ont orienté les interventions du Groupe de la Banque mondiale en soutien aux pays, notamment en privilégiant les opportunités offertes aux femmes et aux jeunes. De juillet 2022 à juin 2023, l'aide du Groupe de la Banque mondiale aux pays en développement s'est élevée à 122,9 milliards de dollars, dont 38,6 milliards de la BIRD, 34,2 milliards de dollars de l'IDA, 43,7 milliards de dollars d'IFC (y compris les ressources mobilisées) et 6,4 milliards de dollars de garanties de la MIGA.

Lors des Assemblées annuelles d'octobre 2022, les membres du Comité du développement ont invité le Groupe de la Banque à revoir sa vision, sa mission et ses modèles opérationnel et financier afin de renforcer la capacité de l'institution à relever les défis mondiaux. En réponse, le Groupe de la Banque a élaboré la « Feuille de route pour l'évolution », dans le but de mieux faire face à l'ampleur des défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui. La Feuille de route constitue un point de départ pour l'examen des priorités de l'évolution de l'institution par la direction et le Conseil du Groupe de la Banque et pour commencer à mettre en œuvre des réformes collectives.

Pilotée par les Conseils des Administrateurs en partenariat avec la direction, la mise en œuvre de la Feuille de route pour l'évolution s'est accélérée durant l'exercice écoulé. Lors des Réunions de printemps 2023, les Gouverneurs participant au Comité du développement ont félicité le Groupe de la Banque mondiale pour avoir repéré des mesures visant à accroître sa capacité financière d'environ 50 milliards de dollars au cours des dix prochaines années, et examiné les actions prioritaires à mener pour renforcer davantage l'institution dans la perspective de la prochaine phase du processus de la Feuille de route en prélude aux Assemblées annuelles 2023 qui se tiendront à Marrakech en octobre.

L'important travail qui est fait sur l'évolution du Groupe de la Banque mondiale intervient à un moment où l'institution continue de réagir à une vitesse, à une échelle et avec un impact sans précédent pour aider les pays à faire face à des crises concomitantes et à des défis de développement de plus en plus complexes. En avril 2022, le Groupe de la Banque a présenté les grandes lignes du Cadre de riposte aux crises mondiales, axé sur la réponse à l'insécurité alimentaire, la protection des personnes et la préservation des emplois, le renforcement de la résilience et la consolidation des politiques, des institutions et des investissements dans l'optique de reconstruire en mieux. Entre avril 2022 et juin 2023, le Groupe de la Banque a fourni des financements sans précédent d'un montant de 171,6 milliards de dollars, dont 53,1 milliards de dollars de la BIRD, 51,8 milliards de dollars de l'IDA, 57,6 milliards de dollars d'IFC et 9,1 milliards de dollars de garanties de la MIGA.

Outre son impact sur la sécurité alimentaire, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a contrarié les tendances concernant l'accès à l'énergie, le commerce international et d'autres secteurs importants. Conscient des conséquences potentiellement durables de l'invasion, le Conseil a approuvé plusieurs opérations visant à aider à rétablir et à améliorer l'accès aux soins de santé essentiels, à assurer une protection financière à la population ukrainienne et à remettre en état l'infrastructure énergétique du pays. À ce jour, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé plus de 37,5 milliards de dollars de financements d'urgence en faveur de l'Ukraine, notamment des prêts de la BIRD et de l'IDA, des prêts de la BIRD garantis par des partenaires, des dons de bailleurs de fonds, des financements à court et à long terme d'IFC et des garanties de la MIGA.

L'action climatique reste une priorité mondiale cruciale. Les Administrateurs saluent les efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale, principale source multilatérale de financements climatiques pour les pays en développement, qui a mobilisé davantage de financements publics et privés. Les Administrateurs

sont encouragés par le fait que, outre ses travaux qui combinent des diagnostics pays, des conseils sur les actions à mener par les pouvoirs publics, des financements et des mécanismes modulables de mobilisation de fonds, la Banque mondiale est en bonne voie pour aligner 100 % de ses nouvelles opérations sur les objectifs de l'Accord de Paris dès le 1^{er} juillet 2023. En ce qui concerne IFC et la MIGA, ce sont 85 % de leurs nouvelles opérations qui seront alignées à compter du 1^{er} juillet 2023 et 100 % dès le 1^{er} juillet 2025.

Durant l'exercice écoulé, le monde a subi des catastrophes naturelles dévastatrices qui ont causé des pertes tragiques en vies humaines et des destructions à grande échelle. Les tremblements de terre qui ont frappé la Türkiye comptent parmi les événements les plus récents auxquels le Groupe de la Banque mondiale a dû apporter une réponse. Les Administrateurs continuent de reconnaître les difficultés rencontrées dans les situations de fragilité et de conflit à travers le monde, y compris les défis et la complexité des migrations, comme indiqué dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de cette année. Les Administrateurs saluent les efforts continus et coordonnés déployés par la Banque mondiale, IFC et la MIGA pour remédier rapidement aux situations de fragilité et de catastrophe, notamment en mettant à contribution le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA et en activant les composantes d'intervention d'urgence conditionnelle dans les opérations. Le Conseil a également approuvé récemment la création du Mécanisme de gestion des crises de l'IDA, qui renforcera le soutien apporté aux pays les plus pauvres du monde afin de les aider à relever les défis urgents du développement, en particulier la sécurité alimentaire et le changement climatique.

Outre l'examen et l'approbation de nombreuses opérations et interventions dans les pays par le Conseil durant l'exercice écoulé, des Administrateurs ont visité des opérations dans plusieurs pays clients. En février et en mai 2023, des membres du Conseil se sont rendus au Belize, au Guatemala, au Panama, en République du Congo et à Sao Tomé-et-Principe. Au cours de ces missions, les Administrateurs se sont entretenus avec des entités gouvernementales clés, le secteur privé, la société civile et les bailleurs de fonds concernés, et ils ont rencontré des membres du personnel du Groupe de la Banque et les bénéficiaires de ces opérations.

Alors que la direction et les Conseils des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale se préparent pour les Assemblées annuelles d'octobre 2023 à Marrakech, les Administrateurs et la direction progressent sur la Feuille de route pour l'évolution. Les Administrateurs expriment leur sincère gratitude à David Malpass pour les grandes qualités de chef qu'il démontrées inlassablement à la tête du Groupe de la Banque mondiale durant une période historiquement difficile. Grâce à son attachement à la mission, à la diversité et à l'inclusion, à la transparence et à la viabilité de la dette, et aux résultats de développement au niveau des pays, l'institution a réalisé des engagements sans précédent à l'appui du développement. Le Conseil souhaite chaleureusement la bienvenue à son successeur, Ajay Banga, 14^e président du Groupe de la Banque mondiale. Enfin, les Administrateurs expriment leurs remerciements à l'ensemble du personnel pour son dévouement inlassable et son ardeur au travail en ces temps difficiles. Grâce à lui, le Groupe de la Banque mondiale continue de changer la vie de tous ceux qui méritent de vivre dans la dignité.

Durant l'exercice écoulé,
le monde a subi des
catastrophes naturelles
dévastatrices qui ont
causé des pertes
tragiques en vies
humaines et des
destructions à
grande échelle.





MESSAGE DE HIROSHI MATANO

VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

Au cours d'une année où de nombreuses crises mondiales ont plus que jamais mis le développement économique en péril, la MIGA a relevé le défi en émettant un montant record de nouvelles garanties pour promouvoir les investissements transfrontaliers dans les pays en développement. Elle a fourni un programme de 6,4 milliards de dollars de garanties, le montant le plus élevé en un exercice depuis sa création il y a 35 ans. L'agence a en outre célébré son 1 000^e projet.

En collaborant avec ses clients et ses partenaires, la MIGA a mobilisé au total 8,6 milliards de dollars de financements (auprès de sources privées et publiques) par le biais de garanties au profit d'investisseurs privés transfrontaliers dans les pays en développement. S'agissant de ses émissions brutes,

27 %

ont soutenu des projets dans des pays (à faible revenu) admis à bénéficier des concours de l'Association internationale de développement (IDA) ;

19 %

ont bénéficié à des pays en situation de fragilité et de conflit (FCS) ; et

28 %

des investissements de l'Agence sous forme de garanties ont contribué à l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets. Au total, 1,5 milliard de dollars ont été consacrés au financement de l'action climatique, contre 1,1 milliard de dollars lors de l'exercice précédent.

Dans chacun de ces domaines prioritaires, la MIGA n'a pas manqué d'accompagner les investissements et les prêts destinés aux pays qui en ont le plus besoin.

Les effets immédiats et à long terme de ces garanties sont considérables. Les garanties de la MIGA pour l'exercice 23 devraient contribuer à créer 8 774 emplois et permettre l'octroi de 2,6 milliards de dollars de prêts, notamment au profit de petites et moyennes entreprises (PME), d'entreprises détenues ou dirigées par des femmes et d'activités liées au climat. Les projets de la MIGA ont permis de surcroît de connecter 55 millions de personnes aux réseaux de téléphonie mobile et 40 millions à l'Internet.

Outre les 40 projets engagés pour son propre compte dans 29 pays, un projet a été financé par deux fonds fiduciaires administrés par ses soins.

Les garanties de la MIGA – notamment ses produits d'assurance contre les risques politiques et ses produits de rehaussement de crédit (couverture contre le non-respect d'obligations) – sont de plus en plus recherchées. De plus, l'Agence a émis sa première garantie au titre du financement du commerce. La couverture du financement du commerce est devenue d'autant plus importante que le commerce mondial a ralenti et que de nombreux pays ont adopté des politiques protectionnistes.

La position et les atouts uniques de la MIGA lui permettent de créer des passerelles entre les secteurs public et privé. Bien que ses solutions d'assurance aient des modalités de fonctionnement différentes,

La pauvreté, le développement et le changement climatique doivent être réglés conjointement. La MIGA reste déterminée à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter.

elles remplissent toutes une fonction commune qui est essentielle au développement, à savoir encourager et faciliter l'investissement privé en gérant les risques et en les atténuant. De surcroît, elle fait intervenir le secteur privé d'une autre manière en utilisant le marché de la réassurance. Durant l'exercice 23, la MIGA a cédé 5 milliards de dollars de nouvelles opérations à ses partenaires de réassurance, conformément à sa stratégie de préservation du capital pour soutenir la croissance. À la fin de l'exercice, 65 % de son portefeuille était réassuré, contre 62 % l'exercice précédent, soit un engagement record de plus de 18 milliards de dollars.

Comme durant la pandémie de COVID-19, la MIGA a affronté avec agilité toutes les crises survenues pendant l'exercice 23. Elle a déployé de nombreuses solutions au cours de l'année pour aider le peuple ukrainien assiégé. Il s'est agi notamment de s'allier à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de couvrir le risque lié au financement du commerce pour garantir la poursuite des flux de médicaments essentiels, de nourriture, de carburant et d'engrais vers ce pays déchiré par la guerre. La MIGA a également émis des garanties à l'intention de banques internationales pour soutenir les liquidités et les fonds de roulement des petites entreprises en Ukraine et a créé le Fonds fiduciaire d'appui à la reconstruction et à l'économie de l'Ukraine (SURE) pour faciliter l'émission de garanties supplémentaires. Lancé grâce à une première grande contribution de 23 millions de dollars du Japon, et à la lumière des autres promesses de contributions, le Fonds fiduciaire SURE devrait se développer.

Au cours de l'année, une autre crise, à savoir un violent tremblement de terre, a fait près de 60 000 morts en Türkiye et en Syrie en février. La MIGA est fière de ce que les hôpitaux financés par son concours, construits pour supporter de telles catastrophes, aient bien résisté. Deux de ces hôpitaux qui se trouvaient non loin de l'épicentre ont survécu au tremblement de terre, ne subissant que peu de dégâts ; ainsi, ils sont restés pleinement opérationnels et ont pu prendre en charge des rescapés. Depuis le tremblement de terre, la MIGA est revenue en Türkiye avec une garantie supplémentaire d'un montant de 134 millions

de dollars pour financer la construction d'un sixième établissement de santé moderne. L'investissement permettra de renforcer davantage la résilience aux catastrophes futures dans la région.

La MIGA a par ailleurs franchi un jalon dans l'appui qu'elle apporte aux femmes. Grâce à une garantie allant jusqu'à 100 millions de dollars accordée à Banco Santander en Argentine, qui a réservé des fonds pour des prêts à des entreprises détenues ou dirigées par des femmes, la MIGA a atteint un montant total de 1,2 milliard de dollars d'engagements au titre de prêts en faveur de ce segment mal desservi. L'exclusion de la moitié de la population d'un pays de l'activité économique reste un obstacle à la croissance et à l'amélioration des niveaux de vie dans de trop nombreux pays, et la MIGA continue d'affecter des fonds aux projets qu'elle soutient en faveur des femmes, un groupe longtemps sous-financé.

L'Agence a, en outre, continué de promouvoir l'égalité des genres à travers la huitième édition annuelle de son *Gender Leadership Award*, qui a récompensé Claudia María González Arteaga, directrice financière de Bancóldex, pour les efforts inlassables qu'elle déploie en vue de combler les écarts entre les hommes et les femmes et de créer des opportunités pour les femmes entrepreneurs en Colombie. La MIGA a signé deux contrats avec Bancóldex pour couvrir le risque de non-respect d'obligations financières par une entreprise publique.

La pauvreté, le développement et le changement climatique doivent être réglés conjointement. La MIGA reste déterminée à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter. Au cours de l'exercice, elle a soutenu plusieurs grands projets climatiques, dont un en partenariat avec Kube Energy, une société norvégienne d'énergie solaire, en vue de la construction d'une centrale solaire hybride de 2,8 mégawatts en Somalie. En plus de fournir une capacité supplémentaire significative dans un pays où moins de la moitié des habitants y ont accès, le projet de Kube a démontré le potentiel d'investissement du secteur privé dans les situations de fragilité et de conflit grâce à des modèles commerciaux innovants.

À compter du 1^{er} juillet 2023, la MIGA est résolue à aligner 85 % de ses nouveaux projets sur les objectifs de l'Accord de Paris, et 100 % de ces projets seront alignés à compter du 1^{er} juillet 2025. L'évaluation de l'alignement sur l'Accord de Paris par la MIGA examinera la trajectoire suivie par chaque pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et parvenir à un développement à l'épreuve du changement climatique ; elle déterminera si une activité promeut les objectifs de l'Accord de Paris, entrave les progrès à cet égard ou n'a aucune incidence.

Et l'alignement sur l'Accord de Paris n'est qu'une partie de son engagement à appliquer les normes de performance environnementales et sociales les plus élevées. Les politiques de la MIGA en matière de durabilité environnementale et sociale découlent de sa vaste expérience en matière de couverture des investissements dans le monde entier. Ce sont des instruments extrêmement utiles pour recenser les risques, réduire le coût du développement et améliorer la viabilité des projets afin de procurer des avantages aux collectivités et aider à protéger l'environnement.

En Éthiopie, un pays en proie à des conflits, la MIGA s'est associée à IFC et a fourni des garanties d'un milliard de dollars sur dix ans pour soutenir le déploiement et l'exploitation des réseaux de télécommunications 4G et 5G dans tout le pays. Le projet est un élément clé du plan du Gouvernement éthiopien visant à réaliser son potentiel numérique et s'inscrit parfaitement dans les efforts continus de l'Agence pour promouvoir la numérisation dans les économies en développement.

Au cours de l'année écoulée, la MIGA a soutenu son 1 000^e projet depuis sa création : une garantie de 550 millions de dollars couvrant un prêt accordé au Gouvernement sénégalais pour soutenir des investissements dans les infrastructures portuaires. L'Agence aide le Gouvernement sénégalais à mettre en œuvre une priorité stratégique essentielle en investissant dans le développement d'un important pôle commercial dans la région.

Pour réaliser ses objectifs, qu'ils concernent le climat, la fragilité et les conflits, les crises, la numérisation ou le genre, la MIGA aura toujours besoin de faciliter les flux de capitaux privés et de mobiliser des ressources privées, afin de réorienter les capitaux vers les pays qui en ont le plus besoin.

Elle devra en outre mettre davantage l'accent sur l'approche d'un Groupe de la Banque mondiale uni dans l'action, qui demande une collaboration coordonnée entre les institutions du Groupe de la Banque.

Et si la plupart des projets de la MIGA au cours de l'année se sont déroulés dans des pays, ils ont souvent permis de fournir des biens publics mondiaux tels que l'atténuation des effets du changement climatique et la résilience aux pandémies, en plus de lutter contre la fragilité qui, quand rien n'est fait, peut très facilement traverser les frontières.

Cette démarche met les objectifs de la MIGA en cohérence avec la Feuille de route pour l'évolution de la Banque mondiale, qui est pilotée par les Administrateurs et les actionnaires et vise à mieux relever les défis mondiaux tels que le climat et la fragilité, tout en gardant le cap sur la réduction de la pauvreté et la prospérité partagée.

Les défis du développement ne manquent pas pour la MIGA, mais ses agents dévoués restent concentrés sur la mission de l'Agence qui est de mobiliser des investissements privés transfrontaliers capables de porter un grand coup à la pauvreté dans le monde tout en continuant à promouvoir une prospérité inclusive sur une planète vivable.

Je tiens à exprimer ma gratitude à nos clients et au Conseil d'administration qui demeurent nos partenaires indéfectibles et nous aident à obtenir des résultats dans toutes les régions du monde.



Hiroshi Matano

Vice-président exécutif

Agence multilatérale de garantie des investissements



Pour réaliser ses objectifs, qu'ils concernent le climat, la fragilité et les conflits, les crises, la numérisation ou le genre, la MIGA aura toujours besoin de faciliter les flux de capitaux privés et de mobiliser des ressources privées, afin de réorienter les capitaux vers les pays qui en ont le plus besoin.

RAPPORT ANNUEL 2023



Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est la principale source de financements et de savoirs pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la même détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir la croissance et le développement durables.

MIGA

L'Agence multilatérale de garantie des investissements

fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

IFC

La Société financière internationale

fournit des prêts, des garanties, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux supplémentaires auprès d'autres sources, afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

CIRDI

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

fournit des facilités internationales pour la conciliation, la médiation et l'arbitrage dans le cadre des différends liés aux investissements.

IDA

L'Association internationale de développement

accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.

BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.



Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

Engagements, décaissements et émissions brutes de garanties du Groupe de la Banque mondiale par exercice (en millions de dollars)

Entité	2019	2020	2021	2022	2023
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	68 105	83 574	98 830	104 370	128 341
Décaissements ^b	49 395	54 367	60 596	67 041	91 391
BIRD					
Engagements ^c	23 191	27 976	30 523	33 072	38 572
Décaissements	20 182	20 238	23 691	28 168	25 504
IDA					
Engagements ^{c,d}	21 932	30 365	36 028	37 727	34 245
Décaissements	17 549	21 179 ^d	22 921 ^d	21 214 ^d	27 718
IFC					
Engagements ^e	14 684	17 604	20 669	22 229	27 704
Décaissements	9 074	10 518	11 438	13 198	18 689
MIGA					
Émissions brutes de garanties	5 548	3 961	5 199	4 935	6 446
COMPTE DE DÉCAISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR LES BÉNÉFICIAIRES					
Engagements	2 749	3 641	6 411	6 407	21 374
Décaissements	2 590	2 433	2 546	4 461	19 480

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des comptes de décaissement exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées ayant été approuvées durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées par l'IDA, IFC et la MIGA au titre du Guichet de promotion du secteur privé.

e. Inclut les engagements à long terme pour le propre compte d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

MIGA

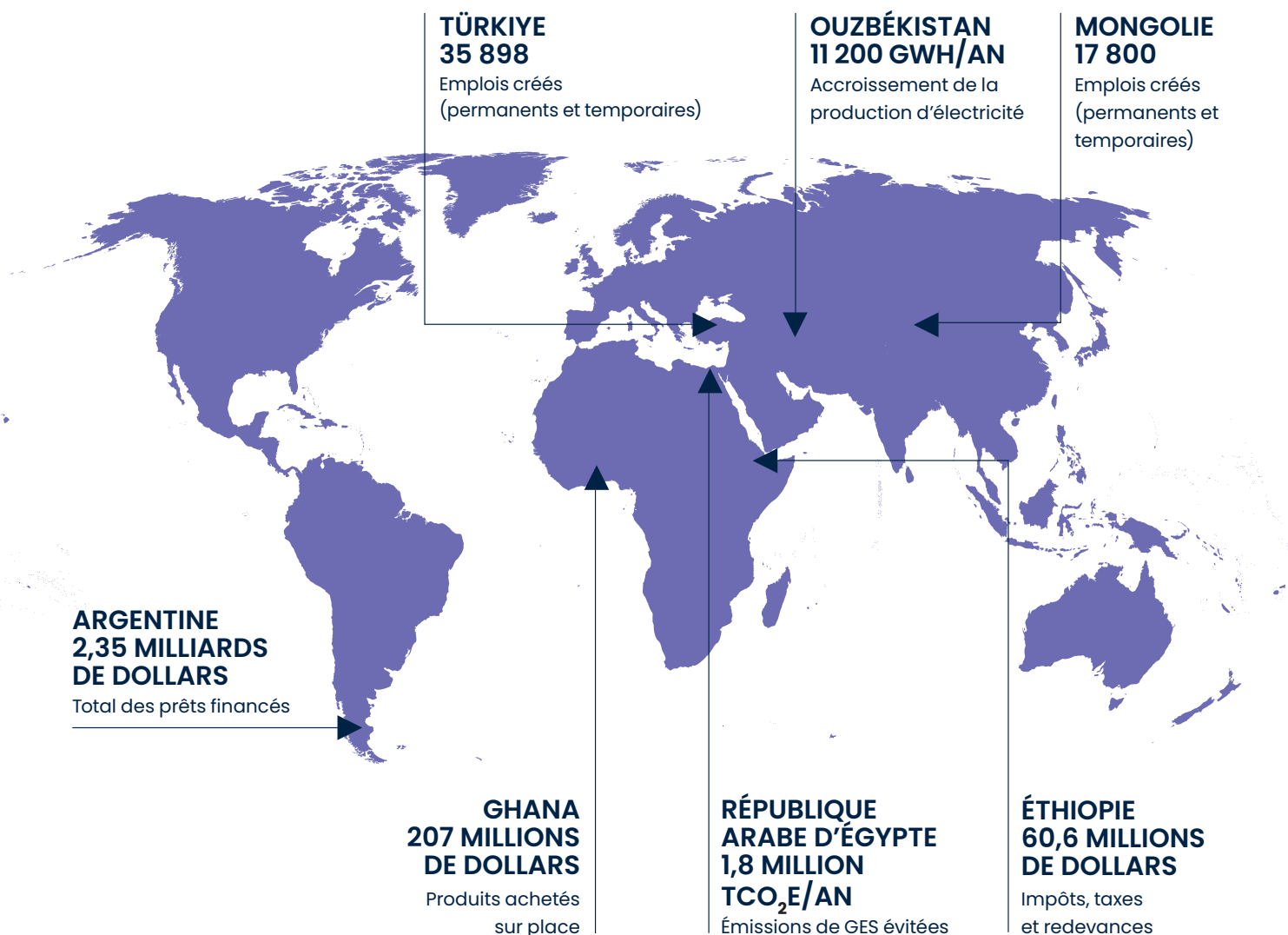


ACTION DE LA MIGA DANS LE MONDE ET RÉSULTATS DES PAYS



Résultats d'un échantillon de pays*

* Les chiffres renvoient à des projets signés entre les exercices 15 et 23



Émissions brutes pour l'Ex. 23 : 6,4 MILLIARDS DE DOLLARS

1,8 MILLIARD DE DOLLARS
Amérique latine et Caraïbes

1,7 MILLIARD DE DOLLARS
Europe et Asie centrale

900 MILLIONS DE DOLLARS
Asie de l'Est et Pacifique

1,9 MILLIARD DE DOLLARS
Afrique subsaharienne

193 MILLIONS DE DOLLARS
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Résultats attendus sur le plan du développement

Pour les projets
signés au cours
de l'exercice 23





8 774

Nombre total
d'emplois créés
(permanents +
temporaires)



**54,5 MILLIONS
DE DOLLARS**

Produits achetés
localement par an



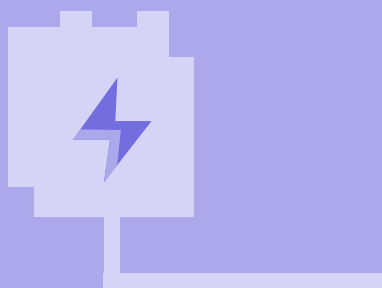
**128,8 MILLIONS
DE DOLLARS**

Taxes, impôts et
redevances payés
par an aux États hôtes



1 431 GWH

Hausse de la
production
d'électricité par an



40 MILLIONS

de nouveaux
abonnés à l'Internet



115,8 MW

Électricité-puissance
installée



826 464 TCO₂E/AN

Émissions de
GES évitées



**2,6 MILLIARDS
DE DOLLARS**

Volume des
prêts financés



**8,6 MILLIARDS
DE DOLLARS**

Financement
privé mobilisé



Réponse de la MIGA à l'invasion russe de l'Ukraine

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur les *Perspectives économiques mondiales*, l'économie mondiale devrait ralentir considérablement en 2023, à 2,1 %, dans un contexte de resserrement continu de la politique monétaire visant à contenir la forte inflation. Toujours aux prises avec les effets négatifs persistants de la pandémie de COVID-19, les marchés émergents et les économies en développement afficheront une croissance très atone, les prévisions de croissance se situant à seulement 3,4 % en moyenne, soit l'une des demi-décennies les plus faibles des 30 dernières années.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie entraîne des répercussions à l'échelle mondiale sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, le commerce international et d'autres secteurs importants, aggravant le déclin de la croissance économique. Consciente des conséquences potentiellement à long terme de l'invasion, la MIGA a déployé plusieurs produits au cours de l'année pour répondre aux problèmes créés par la guerre en cours. Alors que les effets de l'invasion continuent d'accroître la fragilité et les risques politiques à travers le monde, le rôle de la MIGA consistant à encourager et à faciliter l'investissement devient encore plus crucial, et l'Agence est déterminée à mettre en œuvre et à affiner sa riposte.

L'Ukraine est confrontée à des pressions budgétaires extrêmes, à des perturbations des échanges commerciaux, au déplacement de millions de personnes et à de lourds dommages aux infrastructures, dont les effets macroéconomiques et sociaux sont potentiellement durables. Les besoins estimés pour le relèvement et la reconstruction du pays dépassent 411 milliards de dollars. Pour contrer la crise, la MIGA a mis au point des réponses dynamiques qui soutiendront l'économie ukrainienne aujourd'hui et dans le cadre des efforts de reconstruction à venir :



La MIGA s'est associée à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour couvrir les risques liés au financement du commerce et contribuer ainsi à assurer un flux continu de produits essentiels tels que les médicaments et les denrées alimentaires dans le pays.



L'Agence a émis des garanties en faveur de banques internationales pour soutenir les liquidités et les fonds de roulement des petites entreprises en Ukraine.



Elle a mis en place le Fonds fiduciaire d'appui à la reconstruction et à l'économie de l'Ukraine (SURE) pour permettre l'émission de garanties supplémentaires. Lancé avec une première grande contribution de 23 millions de dollars du Japon, le fonds fiduciaire SURE devrait se développer.

Au total, la MIGA a émis de nouvelles garanties d'une valeur de 142 millions de dollars en Ukraine depuis le début de l'invasion du pays par la Russie en février 2022.

En juin, la Société américaine de financement du développement international (l'institution de financement du développement du Gouvernement des États-Unis) et la MIGA sont convenues de créer un groupe consultatif pour collaborer et coordonner leurs activités respectives en Ukraine afin de tirer parti de leurs compétences collectives en matière de produits d'atténuation des risques et de leur expérience en Ukraine. Les deux organismes se rencontreront régulièrement pour échanger des informations sur leurs interventions, recenser les possibilités de collaboration sur les projets et coordonner les efforts en fonction de l'expertise, des services et des ressources fournis par chaque institution.

Appui de la MIGA à l'Ukraine, Exercice 23



La MIGA et la BERD s'allient pour soutenir le commerce en Ukraine

Au cours de l'exercice 23, la MIGA et la BERD sont parvenues à un accord historique en vertu duquel la MIGA émettra jusqu'à 200 millions de dollars de garanties pour le financement

du commerce en faveur de la BERD afin de permettre à cette dernière de soutenir les transactions commerciales effectuées par l'intermédiaire de banques publiques dans les marchés émergents et les économies en développement. L'un des principaux bénéficiaires de l'accord sera l'Ukraine, où une première garantie de la MIGA en faveur du Programme de financement du commerce de la BERD sera immédiatement utilisée pour soutenir le financement du commerce alors que la guerre a gravement perturbé les flux commerciaux et les chaînes d'approvisionnement, et a considérablement réduit l'offre de financement du commerce par les banques commerciales étrangères. En Ukraine, les importations rendues possibles par le nouveau partenariat MIGA-BERD répondront aux besoins humanitaires et contribueront à maintenir des secteurs comme l'agriculture tout en fournissant les importations vitales nécessaires à la production. Le carburant et le gaz naturel importés seront déterminants pour la production et le transport de l'électricité, qui sont non seulement indispensables à la population générale, mais aussi essentiels pour les entreprises, les usines et les exploitations agricoles.



La MIGA lance le fonds fiduciaire SURE

La MIGA a lancé une nouvelle initiative destinée à soutenir les efforts humanitaires et à accompagner l'activité économique ainsi que la reconstruction de l'Ukraine déchirée par la guerre, avec une

première contribution approuvée par le Gouvernement japonais. La contribution cruciale de 23 millions de dollars du Japon a été la première au Fonds fiduciaire d'appui à la reconstruction et à l'économie de l'Ukraine (SURE) de la MIGA. Les contributions à ce fonds permettront à l'Agence de fournir des garanties pour le financement du commerce, la couverture des réserves bancaires pendant le conflit et une assurance contre les risques politiques pour soutenir la reconstruction après la guerre. Pour faire face à une crise d'une telle ampleur, il faut, outre les dons et les prêts accordés au Gouvernement ukrainien, des solutions à fort effet de levier permettant au secteur privé d'investir dans la riposte à la crise, notamment en reconstruisant les infrastructures et en préservant l'activité économique. Les

garanties au titre du financement du commerce soutiendront les échanges commerciaux avec l'Ukraine et permettront de poursuivre les importations urgentes de médicaments, de denrées alimentaires, de carburant et d'engrais. La couverture des réserves permettra aux filiales de banques internationales en Ukraine d'accroître les prêts, ce qui apportera à l'économie des liquidités essentielles, en particulier pour les petites entreprises mises à rude épreuve à cause de la guerre.



La MIGA contribue à renforcer la résilience du secteur financier en Ukraine

La MIGA a augmenté la garantie initialement émise en 2020 en faveur de la banque allemande ProCredit Holding AG & Co. KGaA (Pro-Credit) pour soutenir

les activités de financement de cette dernière au profit des PME et du secteur agricole du pays. La réglementation locale exige que la branche ukrainienne de ProCredit constitue des réserves minimales obligatoires auprès de la Banque nationale d'Ukraine. Des pondérations de risque sont appliquées à ces réserves obligatoires lorsqu'elles sont consolidées au niveau du groupe, ce qui entraîne une consommation de capital pour ProCredit. La garantie d'optimisation du capital de la MIGA annule la pondération des risques applicable aux réserves obligatoires, permettant ainsi à ProCredit d'utiliser le capital libéré pour soutenir ses opérations en Ukraine. L'augmentation de la garantie de la MIGA à hauteur de 23,75 millions d'euros permettra à ProCredit Ukraine d'optimiser ses fonds propres, de continuer à offrir des services bancaires indispensables pendant la guerre et d'accorder éventuellement de nouveaux prêts à ses clients. C'est le premier projet qui utilise les ressources du fonds fiduciaire SURE.

		ПЕРОНИ № 3,4,5
ВИХІД У МІСТО		PLATFORMS No. 3,4,5
EXIT		КОЛІЇ № 25, 26
		TRACKS No. 25, 26

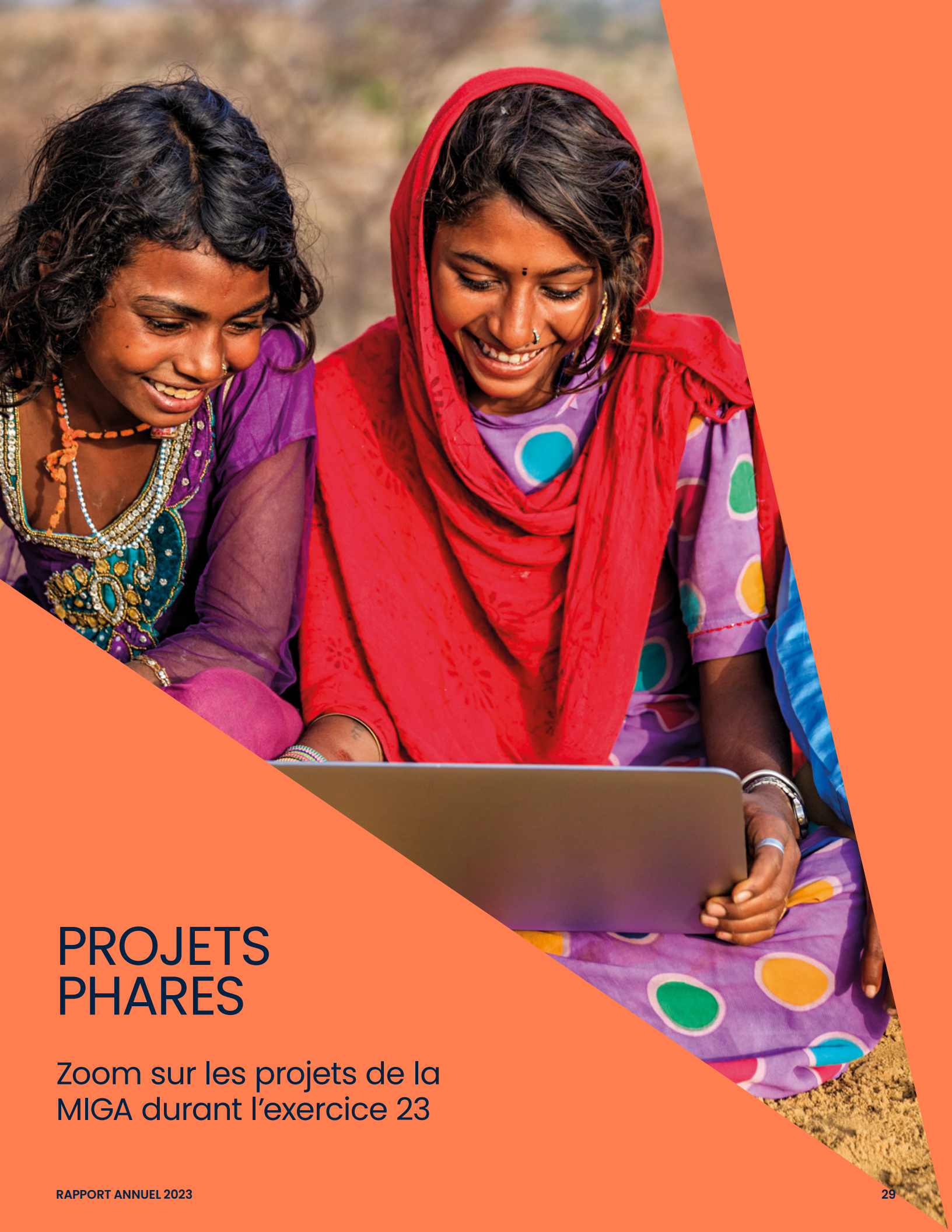
✦ **Внутрішньо переміщені особи!**
 По приїзду у Львів, якщо вам необхідно залишатися далі на певний час, просіть в напрямку орніт із районних адміністрацій Львова. Там вас зорієнтують куди рухатися.

Сімейніська ✦
 Лавинського, 11

Грицька ✦
 Франца Іосифа, 1 ✦ Липацька ✦
 К. Левицького, 67

Зеленська ✦
 І. Вайковського, 34 ✦ Франківська ✦
 Генерала Чухурського, 95

Селівська ✦
 Червоної калини, 66



PROJETS PHARES

Zoom sur les projets de la
MIGA durant l'exercice 23



La MIGA signe son 1 000^e projet au **Sénégal**

L'exercice écoulé a vu la signature du 1 000^e projet de la MIGA, qui fournit des garanties permettant au Gouvernement sénégalais d'accroître sa participation au capital de l'opérateur actuel des terminaux à conteneurs du port de Dakar et du futur port de Ndayane. L'instrument de prêt couvert par la MIGA devrait abaisser la valeur actuelle du montant total du service de la dette des emprunts qu'il refinance. La restructuration de la dette sur une échéance plus longue devrait aussi, selon les estimations, réduire les obligations au titre du service de la dette à court terme et accroître la souplesse des opérations dans un contexte actuellement caractérisé par la rigueur des conditions de financement à l'échelle mondiale. Grâce aux dividendes que lui procurera l'accroissement de ses parts au capital de DP World Dakar, l'État devrait aussi pouvoir rentabiliser son investissement, compte tenu des résultats obtenus jusqu'à présent par DP World Dakar et des perspectives de la société.

Les ports contribuent de manière fondamentale à l'économie sénégalaise et occupent une place centrale dans les plans de développement du pays. Grâce à son littoral qui s'étend sur plus de 700 kilomètres et à son emplacement à l'extrémité ouest de l'Afrique et du Sahel, le Sénégal jouit d'un avantage stratégique susceptible d'en faire un pôle régional reliant l'Afrique au reste du monde. Situé à la confluence de plusieurs routes maritimes très importantes, le port de Dakar propose aux navires des temps de navigation compétitifs en Afrique de l'Ouest. Ce projet d'appui à l'investissement du Gouvernement sénégalais dans le port de Dakar est le plus récent exemple d'une action de la MIGA et témoigne de l'attachement de l'Agence à sa mission de soutenir la croissance économique, de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations en mobilisant des investissements privés transnationaux dans les pays en développement.



Moderniser les télécommunications et relier les populations en Éthiopie

Ensemble, la MIGA et IFC ont engagé des fonds propres, octroyé un prêt et émis des garanties pour soutenir la construction et l'exploitation en cours du nouveau réseau de télécommunications de Safaricom Ethiopia. La coopération entre la MIGA et IFC contribue à offrir un accès internet moins coûteux, une connectivité mobile fiable et l'accès aux technologies pour les populations et les entreprises du pays. En élargissant l'accès aux services numériques, le projet pourrait contribuer à créer jusqu'à 2 millions d'emplois directs et indirects en Éthiopie, contribuer à la croissance future durable du pays et accroître l'inclusion financière et sociale des Éthiopiens.

L'appui de la MIGA permettra de fournir des garanties d'un milliard de dollars sur dix ans pour couvrir les prises de participation des actionnaires de Safaricom Éthiopie : Vodafone Group, Vodacom, Safaricom et British International Investment. Une partie des garanties de la MIGA, soit 76 millions de dollars, proviendra du Mécanisme de garantie de la MIGA, qui fait partie du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, sous la forme d'une couverture des premières pertes. Les garanties de la MIGA dans le secteur de l'infrastructure numérique contribuent à connecter ceux qui ne le sont pas et à créer des opportunités, en particulier en Afrique et dans les pays fragiles et touchés par un conflit. Grâce à ce projet, la contribution de la MIGA à l'amélioration de l'infrastructure numérique a atteint 1,87 milliard de dollars au cours de la dernière décennie, principalement dans les pays fragiles et touchés par un conflit.

Accompagner l'investissement dans les énergies renouvelables en Somalie

Le secteur somalien de l'énergie est l'un des moins développés en Afrique, le taux d'électrification étant estimé à 35 %. Une grande partie de l'infrastructure publique d'électricité de la Somalie a été détruite pendant le conflit interne, et le secteur privé est intervenu pour créer de petits fournisseurs de services énergétiques qui produisent aujourd'hui plus de 90 % de l'électricité du pays. En raison de l'infrastructure électrique limitée du pays, l'ONU utilise ses propres générateurs diesel et est actuellement l'un des plus grands producteurs autonomes d'électricité en Somalie, avec une puissance installée d'environ 65 mégawatts contre 138 mégawatts de capacité totale de production installée raccordée au réseau.

Grâce à l'appui d'une garantie de la MIGA, le projet, préparé par Kube Energy en collaboration avec le gouvernement de l'État du sud-ouest de la Somalie, et financé et développé en partenariat avec Cross Boundary Energy, permettra de créer une centrale solaire hybride à Baidoa. La centrale aura une capacité d'environ 2,8 mégawatts de modules solaires photovoltaïques et 4,8 mégawattheures de stockage intégrés à des générateurs synchronisés. Ce projet, qui est le premier de la MIGA en Somalie, aidera la centrale solaire hybride à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES), car l'énergie solaire produite remplacera les générateurs diesel qui sont très polluants. Le projet permettra de remplacer une consommation de carburant estimée à environ un million de litres par an, ce qui se traduira par une réduction des émissions de GES d'environ 2 800 tonnes de CO₂e par an. Le projet aidera en outre les Nations Unies à atteindre leur objectif ambitieux d'utiliser 80 % d'énergie renouvelable d'ici 2030 dans toutes leurs missions de maintien de la paix. La MIGA a puisé dans les capacités du Fonds fiduciaire catalyseur des énergies renouvelables financé par les bailleurs de fonds pour fournir cette garantie.



Augmenter la capacité des énergies renouvelables au Mexique

La compagnie d'électricité verticalement intégrée du Mexique, la Comisión Federal de Electricidad (CFE), joue un rôle central dans le secteur énergétique du pays, fournissant de l'électricité à 99 % de la population mexicaine. Seule fournisseuse de services de transport et de distribution d'énergie dans le pays, la CFE produit, transporte et distribue de l'électricité et garantit une énergie à faible coût pour les plus pauvres. La demande d'électricité continuant d'augmenter, la CFE a élaboré un programme d'investissement visant à accroître la capacité de production ainsi qu'à entretenir et améliorer les infrastructures actuelles du secteur de l'électricité.

Les garanties de la MIGA aideront à remettre en état et à moderniser les composantes de production d'électricité des centrales hydroélectriques existantes qui fonctionnent depuis de nombreuses années, mais qui, en raison de leur âge et des équipements disponibles au moment de leur mise en service, n'ont pas un rendement optimal. Les fonds des prêts couverts par la MIGA seront utilisés pour financer de nouveaux équipements et d'importants travaux de remise à neuf de sept centrales hydroélectriques existantes détenues et exploitées par la CFE au Mexique. Les améliorations comprendront, en fonction du site, le remplacement des turbines, des générateurs, des transformateurs et des systèmes auxiliaires ; elles devraient augmenter la capacité de production d'énergie hydroélectrique et prolonger de plusieurs décennies la durée de vie utile des actifs, améliorer la fiabilité et réduire les coûts d'entretien, avec pour effet global de réduire les coûts actualisés de l'énergie produite par les centrales.

Compte tenu de la forte dépendance du Mexique à l'égard des combustibles fossiles pour la production d'électricité, le projet joue un rôle important dans l'exécution du programme de développement durable du pays. En outre, le projet est aligné sur le Cadre de partenariat du Groupe de la Banque mondiale avec le Mexique pour la période 2020-2025 en ce qu'il favorise la mise en place d'infrastructures durables et aide le Gouvernement mexicain à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique. Il s'aligne également sur la stratégie et les perspectives d'activité de la MIGA pour les exercices 21 à 23, dans le cadre de son orientation stratégique consistant à faire figure de chef de file dans le domaine du changement climatique à l'échelle mondiale.

Accroître l'efficacité énergétique à Sainte-Lucie

Tributaire des importations de produits pétroliers pour alimenter son économie, Sainte-Lucie a l'un des tarifs d'électricité les plus élevés au monde. Le Gouvernement de Sainte-Lucie s'emploie à passer à une économie décarbonée et prend des initiatives pour promouvoir la résilience climatique et l'efficacité énergétique, étant l'un des premiers pays des Caraïbes à moderniser l'ensemble de son réseau d'éclairage public.

À l'appui de cette initiative, la MIGA a émis des garanties qui aideront à financer l'installation, l'exploitation et l'entretien d'un réseau modernisé d'éclairage public. Il s'agit du premier projet de la MIGA dans le pays et d'une initiative importante qui s'inscrit dans le droit fil de la politique du gouvernement en matière de changement climatique, démontrant sa détermination à accroître l'efficacité énergétique afin de réduire l'empreinte carbone du pays. En modernisant son réseau d'éclairage public, Sainte-Lucie sert de modèle aux autres pays de la région et franchit une étape importante vers la réalisation des objectifs soumis aux Nations Unies, à savoir une réduction de 16 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 et de 23 % d'ici 2030. De plus, l'installation de LED économes en énergie contribuera à réduire la consommation d'électricité de l'éclairage public de 68,9 %. Les économies d'énergie générées par l'éclairage public à LED sont estimées à environ 6,8 gigawattheures par an, ce qui correspond à des économies monétaires d'environ 2,3 millions de dollars par an, qui devraient permettre au gouvernement de se concentrer sur d'autres initiatives de développement.



BILAN DES ACTIVITÉS ET DES OPÉRATIONS

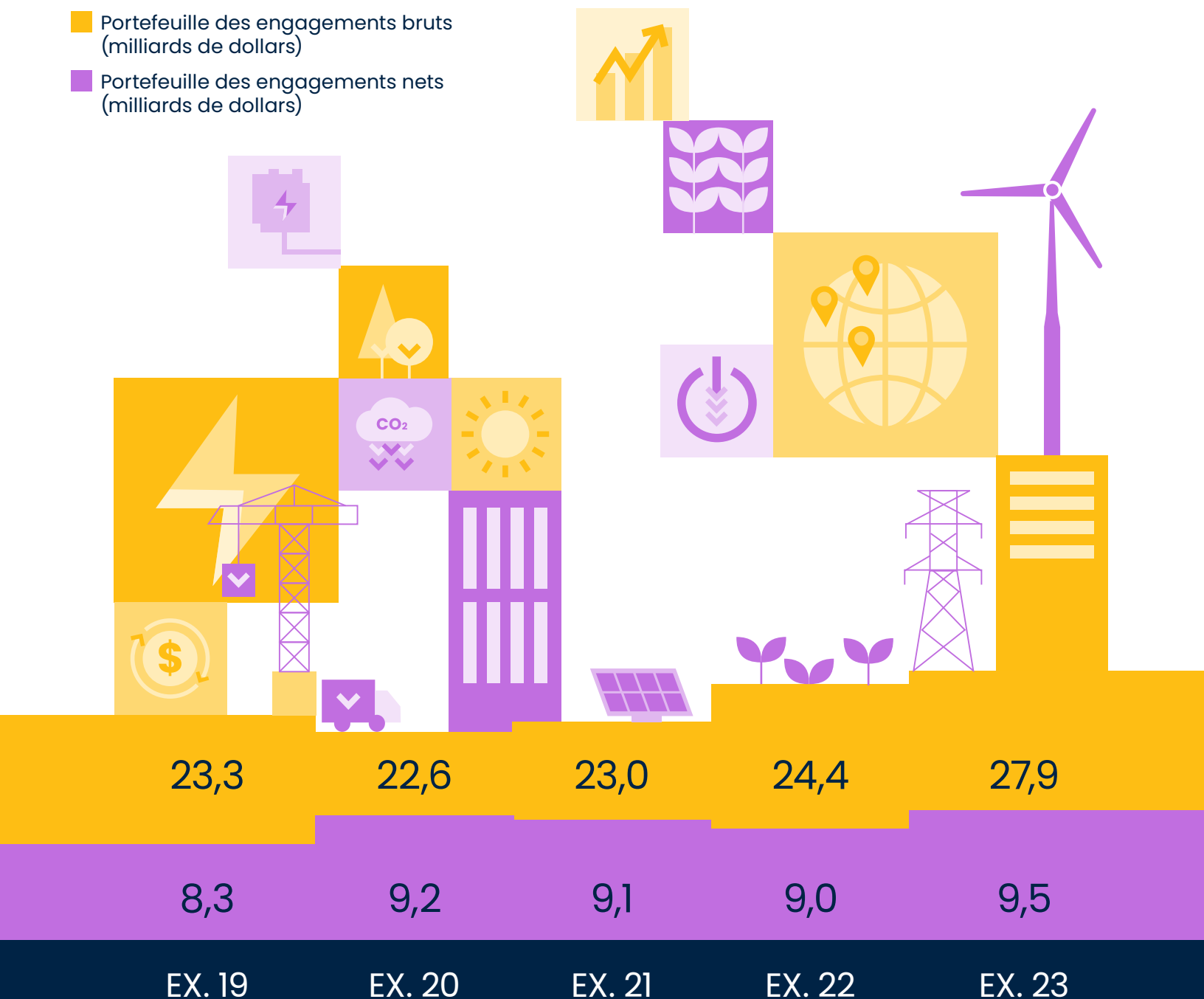


Portefeuille des engagements

Au cours de l'exercice 23, alors que de nombreuses crises mondiales continuaient de mettre le développement économique en péril, la MIGA a déployé un programme de 6,4 milliards de dollars au titre de nouvelles garanties, le plus grand nombre en un an depuis la création de l'Agence. Cette année, quasiment tous les projets de la MIGA ont contribué à au moins un de ses trois domaines prioritaires : 27 % des émissions brutes de l'Agence

ont soutenu des projets dans des pays (à faible revenu) admis à bénéficier de l'aide de l'IDA, 19 % ont bénéficié à des pays fragiles ou touchés par un conflit, et 28 % de l'ensemble des investissements garantis dans le cadre des projets ont contribué au financement de l'action climatique. Les engagements bruts de la MIGA s'élèvent à 28 milliards de dollars environ et ses engagements nets à 9,5 milliards de dollars.

- Portefeuille des engagements bruts (milliards de dollars)
- Portefeuille des engagements nets (milliards de dollars)



DOMAINES PRIORITAIRES



Domaines stratégiques prioritaires

Dans sa stratégie pour les exercices 21 à 23, l'Agence a résolu d'approfondir son action dans deux domaines essentiels :

1. MULTIPLIER SES INTERVENTIONS DANS LES PAYS IDA ET FCS

2. SOUTENIR DAVANTAGE LES PROJETS LUTTANT CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

1. PAYS IDA ET FCS

L'exercice 23 marque la fin de la stratégie de la MIGA pour les exercices 21 à 23, dans le cadre de laquelle l'Agence s'est efforcée de fournir un volume annuel moyen de nouvelles garanties d'une valeur de 5,5 à 6 milliards de dollars, tout en cherchant à approfondir l'impact de son action dans les pays admis à bénéficier du soutien de l'IDA et les pays en situation de fragilité et de conflit (FCS) et à intensifier l'émission de garanties à l'appui du financement climatique. Au cours de ce cycle stratégique, la MIGA a enregistré une forte croissance de ses émissions de garanties, qui ont atteint un niveau record de 6,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 23 ; elle a émis en outre un volume annuel moyen de nouvelles garanties de plus de 5,5 milliards de dollars, tout en continuant ses interventions très ciblées dans les domaines stratégiques prioritaires où elle a obtenu des résultats non négligeables.

Au cours de l'exercice 24, considéré comme une année de transition dans le cadre du cycle stratégique de la MIGA pour les exercices 24 à 26, l'Agence mettra l'accent sur la réalisation du double objectif et le soutien aux objectifs de développement durable (ODD) en : a) œuvrant pour une croissance inclusive, tant par emplacement géographique que par secteur ; et en b) relevant les défis mondiaux, tels que la durabilité, l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, la lutte contre les pandémies et la lutte contre la fragilité.

Au cours de l'exercice 23, la MIGA a utilisé ses mécanismes de financement mixte pour étendre davantage ses opérations aux pays IDA et FCS présentant des risques plus élevés. En Ukraine, la MIGA a eu recours au Mécanisme d'aide aux économies fragiles et touchées par un conflit (CAFEF) et au fonds fiduciaire SURE pour céder des engagements à hauteur de 29,3 millions de dollars au titre de la couverture des premières pertes dans le cadre de deux projets du secteur financier. L'Agence s'est servie du Guichet de promotion du secteur privé (PSW) de l'IDA dans le cadre d'une transaction historique dans le secteur des télécommunications en Éthiopie et a cédé 76 millions de dollars au PSW. Et en Somalie, la MIGA a pu utiliser à la fois le PSW de l'IDA et le Fonds fiduciaire catalyseur des énergies renouvelables en vue de la couverture des premières pertes pour un montant total de 3,4 millions de dollars dans un projet de mini-réseau solaire.

2. CHANGEMENT CLIMATIQUE

La MIGA utilise ses garanties pour mobiliser des financements en faveur de projets promouvant l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets. Au cours de l'exercice 23, la MIGA a émis des garanties à l'appui de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets dans le cadre de 31 projets dans 23 pays. La composante climat des nouvelles garanties émises durant l'exercice 23, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, représentait 28 % de l'ensemble des investissements garantis dans les projets soutenus. Les projets signés durant l'exercice 23 permettront d'éviter environ 826 464 tonnes métriques d'émissions de CO₂ par an.

Parmi les projets climatiques notables de cette année, on peut citer un projet de promotion de logements écologiques au Pérou, un projet d'infrastructure au titre du financement de l'action climatique qui contribue à promouvoir une reprise économique verte en Colombie ainsi qu'un autre qui soutient l'efficacité énergétique à Sainte-Lucie. Les clients de la MIGA ont intégré des mesures visant à rendre les projets résilients aux effets du changement climatique dans ces régions.

Dans le cadre du renforcement de son action climatique, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé l'adoption de son nouveau Plan d'action sur le changement climatique qui devrait encadrer ses interventions entre 2021 et 2025. Le Plan d'action définit une feuille de route stratégique audacieuse pour lutter contre le changement climatique et aider les pays clients à intégrer pleinement leurs objectifs en matière de climat et de développement. Les produits de la MIGA ont aidé des investisseurs transnationaux à protéger leurs investissements à long terme dans des activités d'atténuation ou d'adaptation face aux aléas du climat dans divers marchés et régions. L'Agence, qui fait partie des rares institutions qui offrent des garanties assorties d'échéances à long terme, contribuera de façon décisive à aider les investisseurs à recenser et relever les défis climatiques d'une part, et à enraciner une action climatique porteuse de transformations, d'autre part.

Le Plan d'action énonce aussi l'objectif de la MIGA d'aligner son portefeuille futur sur l'Accord de Paris : 85 % des opérations du secteur réel approuvées par les Administrateurs seront alignées à compter du 1^{er} juillet 2023 et 100 % dès le 1^{er} juillet 2025.

La MIGA est déterminée à promouvoir des projets viables sur les plans économique, environnemental et social et susceptibles d'avoir un impact fort sur le développement.

Innovation

Grâce à l'innovation, la MIGA peut intervenir davantage avec ses produits, approfondir son impact sur le développement et évoluer au rythme d'un marché des investissements dynamique dans les économies en développement. Pendant qu'elle suit l'évolution de ces marchés, l'Agence développe des innovations qui lui permettront de produire les meilleurs résultats envisageables en matière de développement dans les pays et aideront ses clients à élargir leurs possibilités d'investissement.

Mécanisme pour les priorités stratégiques de la MIGA

Créé durant l'exercice 22, le Mécanisme pour les priorités stratégiques de la MIGA est un programme-cadre qui intègre et gère les différents fonds fiduciaires de la MIGA sous une structure de gouvernance et un cadre communs. Son objectif général est de simplifier les opérations des fonds fiduciaires de l'Agence et d'en améliorer l'efficacité. La MIGA met en place des mécanismes de garantie spéciaux et des fonds fiduciaires pour encourager l'investissement et renforcer les capacités dans les zones ciblées. Le Mécanisme pour les priorités stratégiques propose une approche cohérente pour la formulation, l'examen, l'orientation et le suivi de la stratégie de tous les fonds fiduciaires qu'il recouvre. Dans le cadre de cet objectif général du programme, chaque fonds fiduciaire réalise ses objectifs de développement respectifs.

Durant l'exercice écoulé, la MIGA a lancé un nouveau fonds fiduciaire, baptisé « Fonds fiduciaire d'appui à la reconstruction et à l'économie de l'Ukraine (SURE) », afin de soutenir les efforts humanitaires et l'activité économique ainsi que la reconstruction dans ce pays. Le Gouvernement japonais a fait la première contribution au fonds, engageant 23 millions de dollars. Les contributions du Japon et d'autres bailleurs de fonds

permettront à la MIGA de fournir des garanties pour le financement du commerce, la couverture des réserves bancaires pendant le conflit et l'assurance contre les risques politiques pour soutenir la reconstruction après la guerre. Pour faire face à une crise d'une telle ampleur, il faut, outre les dons et les prêts accordés au Gouvernement ukrainien, des solutions à fort effet de levier permettant au secteur privé d'investir dans la riposte à la crise, notamment en reconstruisant les infrastructures et en préservant l'activité économique. Les garanties au titre du financement du commerce soutiendront les échanges commerciaux avec l'Ukraine et permettront de poursuivre les importations urgentes de médicaments, de denrées alimentaires, de carburant et d'engrais. La couverture des réserves permettra aux filiales de banques internationales en Ukraine d'accroître les prêts, ce qui apportera à l'économie des liquidités essentielles, en particulier pour les petites entreprises mises à rude épreuve à cause de la guerre.

Toujours durant l'exercice écoulé, la MIGA, en sa qualité d'administratrice du Fonds fiduciaire d'investissement pour la Cisjordanie et Gaza (WBGTF), s'est associée à la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC) pour garantir jusqu'à 16,61 millions de dollars d'investissements dans Nakheel Palestine for Agriculture Investment, l'un des principaux producteurs de dattes en Cisjordanie. Il s'agit du premier projet assuré par l'ICIEC dans les Territoires palestiniens, une réalisation historique rendue possible par son accord de partage des risques avec la MIGA.

La plantation de dattes de Nakheel Palestine est une pourvoyeuse d'emplois vitale dans une économie durement touchée par le chômage et la pauvreté. En 2021, Nakheel Palestine comptait 74 employés permanents et 741 temporaires, dont 30 % étaient des femmes et 60 % provenaient de familles à faible revenu. Le projet aura des effets positifs sur la main-d'œuvre féminine. Dans le cadre de cette garantie, Nakheel Palestine s'est engagée à travailler avec IFC dans le cadre de son projet *Diversity4Palestine* visant à lever les difficultés à intéresser, retenir et promouvoir les femmes palestiniennes sur le marché du travail. En outre, le projet est aligné sur l'Accord de Paris, contribuant à la fois à atténuer les effets du changement climatique et à s'adapter à ce dernier grâce à près de 1 300 panneaux solaires qui génèrent 20 % de l'électricité dont il a globalement besoin.

Durant l'exercice écoulé, dans le cadre de son premier projet en Somalie, la MIGA a eu recours au Fonds fiduciaire catalyseur des énergies renouvelables pour soutenir les investissements de Kube Energy sous forme de prises de participation et de prêts en faveur de Kube Energy Somalia LLC. Ce projet exécuté à Baidoa (Somalie) permettra d'établir une centrale solaire hybride qui élargira l'accès à l'énergie, réduira les émissions de gaz à effet de serre et renforcera la capacité de production d'énergie propre dans la ville de Baidoa, une importante plaque tournante du commerce régional abritant une population croissante de personnes déplacées par le conflit et la sécheresse. Le RECTF, qui a été créé au cours de l'exercice 22, s'avère un atout précieux qui permet à la MIGA d'étendre la portée de ses garanties et d'accroître l'accessibilité financière, en particulier dans les endroits présentant des risques plus élevés.

Le Mécanisme d'aide aux économies fragiles et touchées par des conflits (CAFEF), un fonds fiduciaire multidonateurs, soutient les activités de la MIGA dans les pays FCS. Pour ce faire, il offre des protections contre les premières ou les deuxièmes pertes (ensemble, la « garantie des pertes initiales »). Cette année, le CAFEF a contribué à soutenir le projet de plantation de dattes de Nakheel Palestine mentionné plus haut. Il a aussi aidé la Raiffeisen Bank International AG (RBI) à couvrir les prises de participation dans sa filiale Raiffeisen Bank Joint Stock Company (RBUA) en Ukraine contre le risque d'expropriation des fonds liés aux réserves obligatoires gardées par la banque centrale d'Ukraine.

En 2022, la MIGA a créé le Fonds pour la promotion du développement durable (FASTF), qui vise à renforcer l'impact de ses projets sur le développement et à atténuer leurs risques en fournissant une assistance technique directe par le biais de prestataires de services tiers et de dons d'assistance technique. Le premier don du fonds fiduciaire a été décaissé avec succès au cours de l'exercice 23 au profit de Burapha Agro-Forestry Co., Ltd en République démocratique populaire lao. Le don, d'une valeur de 149 000 dollars, aidera Burapha à entreprendre une série d'enquêtes et d'évaluations visant à renforcer sa capacité à obtenir des crédits carbone ; à obtenir la certification *Climate, Community & Biodiversity Standards* ; le don soutiendra en outre les efforts faits par l'entreprise pour améliorer sa performance environnementale et sociale, ainsi que pour mettre en évidence et combler l'écart salarial potentiel entre les genres au sein de son personnel.

Allègement réglementaire

La MIGA a continué d'utiliser son produit d'optimisation du capital au cours de l'exercice 23 pour alléger les exigences de fonds propres imposées aux banques. Ce produit a permis aux banques de poursuivre l'octroi de crédits pendant la période de récession économique. La MIGA a, en outre, considérablement utilisé son produit d'optimisation du capital pour accroître le financement de l'action climatique par les institutions financières faisant partie de ses clients et elle prévoit d'ailleurs d'élargir encore cette approche. L'Agence réfléchit de surcroît à la possibilité de créer un instrument similaire pour répondre aux besoins des investisseurs institutionnels et des compagnies d'assurance.

Au cours de l'exercice 23, la MIGA a émis une garantie de 200 millions de dollars en faveur de Banco Santander, S.A. pour couvrir les prises de participation dans sa filiale Banco Santander Argentina, S.A. contre le risque d'expropriation des fonds constitués au titre des réserves obligatoires détenues auprès de la banque centrale du pays hôte. La garantie de la MIGA contribuera à réduire à zéro la pondération de risque applicable aux réserves obligatoires, ce qui permettra à Santander d'utiliser le capital libéré pour soutenir ses opérations en Argentine. Santander Argentine utilisera sa capacité de prêt ainsi renforcée pour accorder des crédits à tous les segments de son portefeuille, notamment les entreprises, les ménages et les PME. La banque sera en mesure d'offrir environ 100 millions de dollars pour soutenir les prêts aux PME appartenant à des femmes. L'augmentation de la capacité de prêt résultant de la garantie de la MIGA permettra de soutenir des secteurs clés de l'économie argentine, tels que l'agro-industrie, en particulier les exportateurs de produits agricoles. La garantie de la MIGA contribue également à faciliter le développement des opérations de Santander Argentine.





Application de technologies nouvelles

Pour soutenir la culture en intérieur automatisée et reposant sur la technologie, la MIGA a fourni des garanties d'un montant de 10 millions de dollars couvrant l'investissement sous forme de prêt d'actionnaires de la société Agricultural Corporation, Inc. Water Solution, Inc. (« IWS Korea ») dans l'entreprise In Water Solution Agro Limited Liability Company, qui appartient exclusivement à IWS Korea et a été constituée en République kirghize en mars 2019 dans le but de développer une agro-industrie intelligente. La ferme intelligente de 10 hectares se compose de serres hydroponiques équipées de systèmes automatisés qui contrôlent entièrement l'environnement de culture des légumes et des fleurs. Dohwa Engineering Co., Ltd., une société d'ingénierie de premier plan en Corée, a été le principal promoteur, prenant une participation dans IWS Korea qui a été la principale source de financement du projet ; les fonds ont ensuite été investis sous forme de prêts d'actionnaires dans IWS Agro pour la mise en œuvre. Avec 63 % de la population vivant en milieu rural, l'agriculture constitue l'épine dorsale de l'économie kirghize. Cependant, le pays souffre fréquemment de pénuries de denrées et d'une extrême volatilité des prix alimentaires en raison de ses pratiques agricoles sous-développées (par exemple, la culture en plein air), qui sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. La garantie de la MIGA aidera à résoudre ces problèmes et à créer de nouveaux emplois pour les populations locales tout en mettant l'accent sur la participation communautaire, y compris le transfert de compétences et la formation professionnelle. Il s'agit du premier projet dans lequel la MIGA est appelée à fournir des garanties pour soutenir le secteur de l'agriculture intelligente.

Financements de pointe

L'accès au crédit hypothécaire au Pérou est limité, tandis que le déficit de logements est estimé à 1,9 million d'unités. Ce chiffre englobe les maisons présentant des défauts de construction et ne répondant pas aux besoins élémentaires en matière de logement ainsi que les maisons surpeuplées ou privées d'électricité, d'eau et d'assainissement. Pour ne rien arranger, l'accès aux prêts hypothécaires est compliqué par le manque d'emplois et de comptes bancaires formels. Dans le cadre des efforts déployés par la MIGA pour proposer des solutions financières novatrices, l'Agence a émis des garanties en faveur de JPMorgan Chase Bank, N.A. contre le risque de non-paiement de deux prêts consentis à Fondo Mivivienda, S.A., entreprise publique péruvienne, en dollars des États-Unis et en soles péruviens (PEN). Le prêt libellé en dollars s'élève à jusqu'à 150 millions de dollars pour le principal. Le second prêt, indexé sur le PEN, est d'un montant maximum équivalant à 150 millions de dollars. Le fait pour la MIGA d'utiliser le dollar des États-Unis et le PEN pour les garanties compense le risque d'effets négatifs pouvant résulter de la fluctuation des taux de change.

Grâce à cette approche originale de prêts garantis par la MIGA, Fondo Mivivienda, S.A. pourra utiliser au moins 50 % des fonds du prêt pour continuer à soutenir le programme *My Green House*, qui finance l'acquisition de propriétés certifiées « logements écologiques durables ». Les 50 % restants serviront à financer des logements inclusifs pour les populations vulnérables et à faible revenu.



Réassurance

Depuis 1997, la MIGA a recours avec succès à la réassurance pour utiliser efficacement son capital et gérer le profil de risque de son portefeuille. Les principaux bénéficiaires des opérations de réassurance sont les clients de la MIGA : d'abord les investisseurs qui ont accès à une plus large palette d'instruments d'assurance pour les projets éligibles dans les pays en développement ; puis les pays qui bénéficient d'un plus grand flux d'IDE.

La MIGA a continué d'utiliser la réassurance, cédant 5 milliards de dollars sous forme de nouvelles opérations durant l'exercice 23 au marché de la réassurance conformément à sa stratégie de préservation du capital en vue de promouvoir sa croissance. Au 30 juin 2023, 64,6 % de l'encours du portefeuille brut était réassuré, contre 61,9 % à la fin de l'exercice 22.

Portefeuille (milliards de dollars) et taux (%) des opérations de réassurance



Tirer parti des partenariats pour maximiser l'impact sur le développement

Il est crucial d'élargir une collaboration qui encourage le recours productif à l'assurance contre les risques politiques pour attirer des capitaux privés conséquents, qui contribueront à leur tour à réaliser les objectifs de développement durable, promouvant ainsi une prospérité partagée et mettant fin à l'extrême pauvreté. À cet effet, la MIGA s'emploie à renforcer la coordination avec les institutions financières internationales, les partenaires sectoriels et l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale.

Partenariats avec les institutions financières internationales

La MIGA œuvre aux côtés des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement (BMD) pour offrir une couverture contre les risques politiques et mobiliser des capitaux privés au profit du développement. En 2018, le groupe de personnalités éminentes du G20 sur la gouvernance financière mondiale a recommandé à la MIGA de mettre à profit sa position d'assureur mondial contre les risques dans le domaine du financement du développement pour collaborer avec d'autres institutions financières internationales. Depuis lors, l'Agence a engagé des initiatives majeures avec d'autres banques multilatérales de développement et institutions financières internationales pour donner suite à ces recommandations.

Dans le cadre des activités qu'elle mène pour promouvoir l'accroissement des IDE en direction des pays membres en développement, la MIGA réunit les acteurs concernés dans les différentes régions pour des tables rondes franches, en vue d'améliorer les conditions d'investissement et d'accroître les investissements transnationaux. Les tables rondes en présentiel sont coorganisées avec un pays membre des régions d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes. La deuxième table ronde de la série s'est tenue à Dar es Salaam en septembre 2022 et a été coorganisée avec la Tanzanie, représentée par le ministre de l'Investissement, de l'Industrie et du Commerce, M. Ashatu K. Kijaj. Des représentants des Gouvernements du Botswana, du Malawi, du Mozambique, de la Somalie, de la Zambie et du Zimbabwe y ont également participé. De hauts cadres d'entreprises clientes de la MIGA opérant dans la région et des entreprises tanzaniennes ont apporté l'éclairage du secteur privé. Les gouvernements ont mis en relief les opportunités existantes, tandis que les investisseurs ont souligné l'importance d'avoir un cadre réglementaire solide. La MIGA a également facilité des réunions bilatérales entre les gouvernements et les investisseurs.



Partenariats sectoriels

Il est fondamental de s'allier à d'autres intervenants dans les domaines des assurances et du financement du développement pour obtenir des résultats sur le terrain. La MIGA copréside le Forum sur le développement de l'assurance, un partenariat public-privé qui regroupe des compagnies d'assurance publiques et privées dans le but de maximiser le recours à l'assurance pour mieux renforcer la résilience. L'Agence fait aussi partie de l'Union de Berne, l'association internationale des sociétés d'assurance publiques et privées de crédits à l'exportation et d'investissements. L'Union de Berne promeut activement le commerce transnational en encourageant l'application au niveau mondial de principes rigoureux aux crédits à l'exportation et aux investissements étrangers.

Durant l'exercice écoulé, la MIGA et Korea Trade Insurance Corporation (K-SURE) ont conclu un accord de coopération en vue de promouvoir les IDE. La MIGA et K-SURE travailleront ensemble pour offrir des services de coassurance et de réassurance aux projets, en particulier dans l'industrie verte, en mettant l'accent sur les technologies renouvelables et les minerais importants. En tant que partenaires, elles partageront la fonction de vérification préalable concernant les projets conjoints, s'appuieront chacune sur le travail de l'autre pour réaliser des gains d'efficacité et chercheront à adopter des modalités permettant de travailler dans des rôles normalisés sur des projets afin de reproduire des modèles de partenariat réussis. En outre, K-SURE et la MIGA se consulteront régulièrement sur d'éventuels projets conjoints, se recommanderont mutuellement des investisseurs potentiels et planifieront des activités conjointes de marketing, des séminaires et des formations.



Partenariats pour les connaissances

La Société américaine de financement du développement international (l'institution de financement du développement du Gouvernement des États-Unis) et la MIGA sont convenues de créer un groupe consultatif pour collaborer et coordonner leurs activités respectives en Ukraine afin de tirer parti de leurs compétences collectives en matière de produits d'atténuation des risques et de leur expérience en Ukraine. Les deux organismes se rencontreront régulièrement pour échanger des informations sur leurs interventions, recenser les possibilités de collaboration sur les projets et coordonner les efforts en fonction des compétences, des services et des ressources fournis par chaque institution.

La MIGA et l'International Law Institute, une institution assurant le renforcement des capacités et fournissant de l'assistance technique, ont signé un protocole d'accord en vue de la formation d'acteurs concernés dans les pays en développement sur les mécanismes d'assurance contre les risques politiques ; les structures optimales pour les partenariats public-privé nécessitant des produits de la MIGA ; et d'autres problèmes se posant dans le contexte de l'assurance contre les risques politiques, les opérations transnationales, le règlement des différends et la gouvernance. L'un des éléments majeurs consiste à préparer et à administrer conjointement un programme de renforcement des capacités juridiques, économiques et stratégiques ainsi qu'un programme de certification en matière d'assurance contre les risques politiques. Cette collaboration accroîtra les capacités institutionnelles des autorités publiques, des praticiens du droit, des têtes de proue du secteur privé et des membres des organisations multilatérales et autres organisations internationales de développement.

Les partenariats avec des organisations externes contribuent dans une mesure importante à renforcer le plan de mise en œuvre de la stratégie de la MIGA en matière de genre (voir la section sur les Initiatives relatives au genre) et à élargir la base des connaissances sur les questions sexospécifiques.

Durabilité environnementale et sociale à la MIGA

La MIGA estime qu'un facteur important de l'obtention de résultats positifs sur le plan du développement est la durabilité environnementale et sociale de ses projets, que l'Agence espère atteindre en appliquant sa politique de durabilité environnementale et sociale ainsi qu'un ensemble complet de normes de performance environnementales et sociales largement acceptées dans le secteur financier, connues sous le nom de Principes de l'Équateur.



Actions destinées à garantir l'intégration de la durabilité environnementale et sociale à la MIGA :

Évaluation préalable de l'impact social et environnemental de tous les projets

Recueil des indicateurs de l'efficacité du développement auprès des clients

Application de l'outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact (IMPACT, de l'acronyme anglais) de la MIGA pour mesurer l'impact attendu d'un projet sur le développement

Vérification du respect par les projets des normes de performance de la MIGA en matière de durabilité environnementale et sociale

Vérification de l'impact sur le plan environnemental et social par des évaluations ex post

Évaluation du risque climatique



La MIGA aide les investisseurs à se fixer des objectifs plus ambitieux sur le plan environnemental et social de plusieurs manières :

En veillant à ce que les investissements répondent à des normes rigoureuses et reconnues sur le plan international

En collaborant avec les clients pour le suivi et les comptes rendus systématiques des impacts environnementaux et sociaux

En permettant aux clients de pénétrer sur des marchés qui leur auraient été autrement inaccessibles, ce qui peut s'avérer très rentable sur le plan du développement

Mesurer et évaluer l'impact sur le développement

Il est essentiel d'évaluer l'impact pour comprendre la portée et les résultats des projets que l'Agence accompagne. De la conception du projet à sa clôture et au-delà, la MIGA applique plusieurs cadres et outils permettant de suivre et évaluer la performance sur le plan environnemental et social.

Cadre IMPACT

L'Outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact (IMPACT) évalue les résultats directs attendus des projets ainsi que leurs effets périphériques sur les investissements étrangers. Ce cadre complète le système de mesure des résultats plus large de l'Agence. Ses objectifs sont les suivants :

- réaliser des évaluations ex ante de l'impact de chaque projet sur le développement
- permettre des analyses comparatives
- décider l'ordre de priorité des projets en s'aidant de l'évaluation de l'impact attendu sur le développement
- établir un parallèle avec le cadre de mesure et de suivi de l'impact attendu (AIMM) d'IFC et définir une notation concertée de l'impact sur le développement pour les projets soutenus conjointement par IFC et la MIGA
- faire montre de souplesse pour intégrer efficacement l'outil IMPACT aux processus de garantie existants de la MIGA

Système d'indicateurs de l'efficacité des activités de développement

Le système d'indicateurs de l'efficacité des activités de développement de la MIGA permet de mesurer et suivre l'impact des projets qu'elle couvre sur le développement. Grâce à ce système, elle mesure un ensemble d'indicateurs communs à tous les projets : investissement garanti, emplois directs créés, biens achetés sur place, taxes, impôts et redevances versés aux pays hôtes, entre autres. L'Agence mesure aussi des indicateurs sectoriels et met en place un processus de mesure des résultats des projets sur le développement trois ans après la signature du contrat.

Évaluation

Depuis l'exercice 12, tous les projets sont évalués par la MIGA et le Groupe indépendant d'évaluation du Groupe de la Banque mondiale, un organisme d'évaluation indépendante. Les évaluations mesurent les résultats que les projets soutenus par la MIGA obtiennent sur le plan du développement au travers de rapports d'évaluation de projet. La MIGA réalise des auto-évaluations qui sont par la suite validées par le Groupe indépendant d'évaluation. Les évaluations des projets servent non seulement à mesurer les résultats atteints, mais aussi à tirer les enseignements de l'expérience pour les projets futurs. La MIGA utilise activement les conclusions des évaluations lors des exercices d'apprentissage organisés à l'intention du personnel.

Intégrité

L'intégrité et la gestion du risque de discrédit tiennent une place essentielle dans le rôle de partenaire de développement que joue la MIGA. L'Agence contrôle l'intégrité et le risque de discrédit chez ses clients et les projets qu'elle soutient, souscrivant ainsi aux directives du Groupe de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption qui définissent la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction comme des entraves importantes au développement et considèrent que ces pratiques sont passibles de sanctions.

L'équipe de la MIGA chargée de l'intégrité procède à des vérifications préalables dans le cadre de la préparation des opérations et des garanties, et surveille les projets du portefeuille afin de détecter tout signe de risque naissant pour l'intégrité ou la réputation. À cette fin, la MIGA utilise les évaluations sur le terrain, les sondages du marché, les expériences antérieures avec les clients, les connaissances locales de la Banque mondiale et d'IFC et les ressources documentaires, dont ses propres bases de données. Durant l'exercice 23, la MIGA a continué de partager les meilleures pratiques en matière d'intégrité en collaborant avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale et les partenaires de développement, et à l'occasion de différentes rencontres sur ce thème.

Groupe de travail sur l'information financière relative au climat

Alors que s'achève la troisième année du Plan d'action sur le changement climatique (PACC) du Groupe de la Banque mondiale (2021-2025), la MIGA continue de publier des informations conformément aux directives du Groupe de travail sur l'information financière relative au climat. Elle publie la troisième édition de son Rapport sur la durabilité et propose une synthèse dans le présent Rapport annuel.

Les initiatives de la MIGA en matière d'action climatique et l'incidence de ses garanties sur les objectifs mondiaux d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation au changement climatique continuent d'évoluer et de se renforcer et, collectivement, le Groupe de la Banque mondiale reste la principale source de financement de l'action climatique parmi les BMD pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il est essentiel de mobiliser des ressources du secteur privé à grande échelle pour parvenir à un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique dans les pays clients de la MIGA. L'Agence continue de faciliter la mobilisation du secteur privé pour des actions climatiques importantes, notamment : en élargissant l'accès à une électricité à faibles émissions de carbone ; en construisant des infrastructures résilientes au changement climatique ; en développant des modes de transport à faibles émissions de carbone ; en promouvant une agriculture climato-intelligente ; en stimulant les investissements dans les initiatives d'écologisation afin d'améliorer l'efficacité des ressources, de réduire l'empreinte carbone opérationnelle du secteur manufacturier ; et en aidant les institutions financières à développer leurs prêts au titre du financement de l'action climatique.

En outre, la MIGA, en tant que membre du Groupe de la Banque mondiale, continue de jouer un rôle important dans la rédaction des rapports nationaux sur le climat et le développement (CCDR), qui intègrent le changement climatique au développement et définissent les actions prioritaires pour les pays clients du Groupe de la Banque mondiale afin de soutenir une transition bas carbone et résiliente au climat. La MIGA veille à ce que son soutien à l'action climatique continue de cadrer avec les stratégies plus larges de développement vert, résilient et inclusif (GRID) dans ses pays clients.

Alors que le Groupe de la Banque mondiale entreprend une « évolution » visant à mieux répondre aux défis mondiaux du développement, y compris le changement climatique, la MIGA renforce son engagement face aux menaces que fait peser le réchauffement de la planète dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Un élément important de ces efforts est l'engagement de la MIGA à aligner 85 % de ses nouveaux projets sur les objectifs de l'Accord de Paris à compter du 1^{er} juillet 2023 (exercice 24) et 100 % à compter du 1^{er} juillet 2025 (exercice 26). L'alignement sur l'Accord de Paris exige que le financement du développement soit compatible avec des trajectoires décarbonées et résilientes au changement climatique afin de limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2 degrés Celsius, et de préférence 1,5 degré Celsius, au-dessus des niveaux préindustriels.

Le rapport rend publics les résultats de l'action climatique de la MIGA après avoir suivi les recommandations du groupe de travail. Il s'articule autour de quatre éléments fondamentaux :

Gouvernance

Les activités de la MIGA dans le domaine climatique ainsi que les protocoles afférents sont en tous points supervisés par le vice-président exécutif de la MIGA, qui rend lui-même compte au Président du Groupe de la Banque mondiale. Le Conseil d'administration de la MIGA est chargé d'approuver l'ensemble des opérations et politiques de l'Agence. Le vice-président et responsable du risque, des questions juridiques et administratives ainsi que des partenariats, placé sous l'autorité du vice-président exécutif de la MIGA, supervise, entre autres, le département Analyses économiques et durabilité dont relève le service d'analyse des questions climatiques. L'équipe d'analyse des questions climatiques est chargée de la comptabilité du financement climatique ; de l'évaluation de l'alignement sur l'Accord de Paris ; de la comptabilisation des émissions de GES ; de l'appui à l'élaboration de cadres, de politiques et de documents d'orientation internes et/ou externes liés au climat dans les principaux domaines thématiques concernant le climat ; de la mise au point de nouveaux produits de la MIGA pour promouvoir des investissements sobres en carbone et résilients au changement climatique ; de l'analyse des activités de la MIGA dans le domaine climatique et de la présentation de rapports à ce sujet ; du suivi du portefeuille de projets de la MIGA pour s'assurer que les engagements pris par les clients de la MIGA au stade de l'approbation des projets sont respectés ; de la contribution aux travaux d'analyse climatique et aux initiatives stratégiques du Groupe de la Banque mondiale ; et de la participation aux groupes de travail conjoints des BMD sur le financement climatique et l'alignement sur l'Accord de Paris.

Stratégie

Le Plan d'action sur le changement climatique vise à intégrer le climat au développement et à promouvoir les objectifs GRID du Groupe de la Banque mondiale en mettant l'accent sur les personnes, le capital naturel et les partenaires. Le Plan d'action témoigne de la volonté du Groupe de la Banque mondiale d'aider ses clients des secteurs public et privé à maximiser l'impact du financement de l'action climatique, en visant des améliorations quantifiables de l'adaptation au changement climatique, de la résilience et des réductions des émissions de GES. Les objectifs du Plan d'action sur le changement climatique sont les suivants : a) intégrer le climat et le développement ; et b) donner la priorité aux transitions des systèmes clés en recensant les plus grandes possibilités d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à ce dernier, en stimulant le financement de l'action climatique et en mobilisant des capitaux privés pour obtenir le maximum de résultats. La lutte contre le changement climatique est un domaine prioritaire pour la MIGA, de même que son soutien aux pays à faible revenu et ceux en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV). La stratégie climatique de la MIGA reflète l'ambition affichée à travers les engagements pris dans le Plan d'action sur le changement climatique, la Stratégie et les perspectives d'activité de la MIGA pour les exercices 21 à 23 et la Stratégie et les perspectives d'activité de la MIGA pour les exercices 24 à 26 d'approfondir son impact. Au cours de l'exercice 23, la MIGA a concentré ses activités climatiques sur six domaines stratégiques : énergies propres, infrastructures résilientes aux chocs climatiques, bâtiments écologiques, transports à faibles émissions de carbone, agriculture climato-intelligente et systèmes financiers écologiques. Le soutien à ces secteurs est essentiel pour s'assurer que les pays clients de la MIGA alignent leur développement sur des trajectoires bas carbone et résilientes au climat. Pour s'assurer que les objectifs de développement visés sont atteints et que les acquis sont durables, la MIGA évalue l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition dans le domaine du climat pour tous les secteurs et cherche à définir des mesures d'atténuation appropriées si nécessaire.

Gestion des risques

En mesurant l'importance des risques liés au changement climatique, la MIGA travaille avec ses clients à l'évaluation des sources et des vecteurs de risque climatiques pour les secteurs sensibles aux chocs climatiques. L'Agence adopte une approche ascendante, tenant compte du lieu, du contexte et du temps, et met l'accent sur les vulnérabilités passées, présentes et futures liées au climat. Les évaluations portent à la fois sur les aléas aigus (par exemple, des événements extrêmes tels que les inondations, les vagues de chaleur, les incendies et les cyclones tropicaux) et sur les aléas chroniques (par exemple, l'élévation du niveau de la mer, l'évolution du régime des précipitations et des températures, et la pénurie d'eau) qui sont évalués sur plusieurs horizons temporels futurs et scénarios de réchauffement de la planète.

Indicateurs et cibles

Au cours de l'exercice 23, la MIGA a émis des garanties à l'appui d'investissements sous forme de prêts et de prises de participation pour un montant d'environ 5,5 milliards de dollars, dont 1,53 milliard de dollars en faveur de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets dans 23 pays ainsi qu'en Cisjordanie et Gaza, et dans quatre régions, ce qui représente 27,7 % des investissements garantis sur l'exercice 23¹. Les garanties émises par la MIGA au titre du financement de l'action climatique soutiennent des projets promouvant la décarbonation et la résilience au changement climatique partout dans le monde, sans privilégier aucune région. Au cours des exercices 21 à 23, les engagements par le biais d'intermédiaires financiers (qui soutiennent des activités dans tous les secteurs) ont été les plus importants, avec 41 %, suivis par les bâtiments écologiques (25 %) et les énergies renouvelables (23 %).

1. Le montant total des émissions brutes de la MIGA pour l'exercice 23 s'est élevé à 6,4 milliards de dollars, dont environ 5,5 milliards de dollars de garanties au titre de prêts sous-jacents et de prises de participation. La différence entre les deux montants en dollars représente les montants garantis relatifs au financement de coûts autres que les investissements de base (par exemple, les paiements d'intérêts futurs, le financement du paiement des primes). Depuis l'exercice 22, la cible pour le financement de l'action climatique de la MIGA est calculée en pourcentage des prêts et des prises de participation sous-jacents garantis plutôt qu'en pourcentage du montant total des garanties brutes émises.

Initiatives relatives au genre



La MIGA a poursuivi ses interventions découlant de son engagement à promouvoir l'égalité des genres au moyen du plan de mise en œuvre de sa Stratégie en matière de genre pour les exercices 21 à 23, le premier plan de ce type préparé par l'Agence. Le plan recense les possibilités d'accroître des mesures en faveur de la parité hommes-femmes alignées sur trois piliers stratégiques : la mobilisation institutionnelle, la collaboration avec les clients et les partenariats.

2. Énergie et industries extractives (EEI) ; Finance et marchés financiers (FINCAP) ; Équipe chargée des transactions mondiales (GTT) ; Infrastructure ; et Industrie manufacturière, agriculture et services (MAS).

3. Le *Gender Flag* recense les projets qui entreprennent délibérément de réduire les écarts entre les genres.

Dans le cadre du pilier sur la mobilisation institutionnelle, la MIGA s'emploie principalement à renforcer les connaissances et les compétences du personnel en matière de parité hommes-femmes. Cette année, l'Agence a formé chacune de ses équipes sectorielles² sur les possibilités de réduire les écarts entre les genres dans le cadre des projets financés par la MIGA et sur l'approche *Gender Flag*³. En outre, une fiche de conseils sur le suivi de la violence sexiste et un module d'apprentissage en ligne sur la gestion des risques de violence sexiste ont été élaborés. L'Agence a continué d'œuvrer à l'accroissement de la parité et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre des initiatives en lien avec la diversité, l'équité et l'inclusion (DE&I). Durant l'exercice écoulé, tous les membres du personnel ont été invités une fois de plus à participer à des discussions en petits groupes sur l'initiative DE&I, offrant ainsi une plateforme de discussion transparente et ouverte. En outre, la MIGA a élaboré son deuxième plan de mise en œuvre de la Stratégie en matière de genre pour les exercices 24 à 26, en s'appuyant sur les enseignements et les succès du premier.

Dans le cadre du pilier relatif à la collaboration avec les clients, la MIGA a franchi une étape importante durant l'exercice 23 en mobilisant plus de 1,2 milliard de dollars sous forme de prêts en faveur de femmes et d'entreprises appartenant à des femmes grâce à ses garanties. Les autres points saillants du projet *Gender Flag* sont les suivants :

- En mai 2023, la MIGA a signé son premier projet *Gender Flag* dans le secteur réel avec Nakheel Palestine for Agriculture Investment, l'un des principaux producteurs de dattes en Cisjordanie. Dans le cadre de cette garantie, Nakheel Palestine s'est engagée à

travailler avec IFC dans le cadre de son projet *Diversity4Palestine* afin de surmonter les difficultés à intéresser, retenir et promouvoir les femmes palestiniennes sur le marché du travail.

- En avril 2023, Santander Argentine s'est engagée avec la MIGA dans son deuxième Plan d'action pour l'égalité des genres, qui définit notamment une cible pour des prêts substantiels en faveur des entreprises appartenant à des femmes.
- En mars 2023, la MIGA a convenu avec ProCredit de son premier Plan d'action pour l'égalité des genres, qui couvre ses filiales en Albanie, en Géorgie, au Kosovo, au Moldova, en Macédoine du Nord et en Serbie. Par la suite, en juin 2023, la MIGA a signé son deuxième projet sur le genre avec ProCredit pour soutenir sa filiale en Ukraine, démontrant ainsi l'engagement du client en faveur de l'égalité des genres et la capacité de la MIGA à continuer d'élargir les engagements actuels de ses clients en matière de genre. ProCredit mettra en œuvre un nouveau programme de formation sur les questions d'égalité des genres avec au moins 25 % de son personnel ukrainien afin de renforcer les connaissances et les capacités en matière de genre.
- En décembre 2022, la MIGA a garanti un prêt à Bancóldex (Banco de Desarrollo Empresarial de Colombia), la banque publique colombienne de développement des entreprises et des exportations. Le projet comprend un plan d'action pour la parité hommes-femmes qui prévoit la mise au point de nouveaux produits ou services financiers ou non financiers pour lever les obstacles auxquels se heurtent les femmes entrepreneurs. La MIGA a décerné à la directrice financière de Bancóldex, Claudia María González Arteaga, le *Gender Leadership Award 2023* pour ses efforts visant à lutter contre les disparités entre les genres et à soutenir les entreprises appartenant à des femmes en Colombie. C'est la première fois qu'une organisation bénéficiaire recevra une assistance technique en matière de genre financée par la MIGA.

En outre, la MIGA a intensifié ses efforts d'identification, de gestion et de surveillance des risques de violence sexiste en les intégrant dans le processus global de gestion des risques environnementaux et sociaux et en renforçant les capacités par le recrutement d'un spécialiste social senior qui sera chargé de liaison au sein de l'équipe l'équipe chargée des questions environnementales et sociales (E&S).

Dans le cadre du pilier partenariats, la MIGA renforce sa collaboration avec IFC et la Banque mondiale, profitant de leurs compétences et tirant parti des enseignements de l'expérience et des meilleures pratiques. Au cours de l'exercice 23, la MIGA et IFC se sont associées pour déployer une assistance technique sur les questions de genre dans le cadre de deux projets soutenus par la MIGA. L'équipe *Banking on Women* d'IFC fournit une assistance technique à une agence de développement au Paraguay, tandis que le projet *Diversity4Palestine*, toujours d'IFC, accompagnera Nakheel Palestine dans ses efforts pour accroître l'emploi des femmes.

En outre, pour la première fois, la MIGA collabore à l'élaboration de la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre pour 2024–2030. Cette première participation de la MIGA permet à l'Agence de mieux cerner la question de l'égalité des genres aux niveaux institutionnel et mondial, et de déterminer les principales voies de collaboration avec les clients pour une meilleure promotion de l'égalité des genres.

Gender Leadership Award



Le *Gender Leadership Award* de la MIGA, qui est rendu à sa huitième année, récompense des hauts cadres ayant prouvé leur capacité à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes dans le travail tout en contribuant à réaliser le double objectif de réduction de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée du Groupe de la Banque mondiale.

Cette année, le prix a été décerné à Claudia María González Arteaga, directrice financière à Bancóldex (Banco de Desarrollo Empresarial de Colombia). Son attachement à l'innovation a permis d'accroître l'accès au crédit pour les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) en Colombie. Son travail contribue à l'édification d'une économie verte et à la promotion de l'égalité des genres dans le pays. Mme González compte plus de 15 ans d'expérience dans le secteur bancaire en Colombie et a l'habitude des fonctions de direction dans un secteur où les femmes ne représentent encore que 18 % des cadres supérieurs, selon l'indice de parité hommes-femmes 2022. Même lorsque les femmes occupent des postes de direction et siègent à des comités exécutifs, elles sont plus de deux fois plus susceptibles d'assumer des fonctions internes et administratives que leurs homologues masculins. Dans son rôle de directrice financière, Mme González est en mesure d'influencer la façon dont Bancóldex sert ses clients.

Accroître les débouchés pour les femmes au Paraguay

Au cours de l'exercice 22, la MIGA a émis des garanties en faveur de l'Agencia Financiera de Desarrollo (AFD), une banque publique de développement du Paraguay. La Banque a accepté de mettre en œuvre un plan d'action sur le genre afin de poser les bases d'un accroissement des financements en faveur des MPME détenues par des femmes. Au cours de l'exercice écoulé, l'équipe *Banking on Women* d'IFC, en partenariat avec la MIGA, lui a fourni une assistance technique pour la mise en œuvre de ce plan d'action. IFC a organisé des formations sur la question du genre à l'intention de tout le personnel de l'AFD et de certaines de ses banques clientes, a entrepris un diagnostic de la parité hommes-femmes afin de déterminer les points forts de l'AFD et les domaines dans lesquels elle pourrait élaborer un programme durable sur le genre, et a animé des ateliers de co-création destinés à aider l'AFD à concevoir une proposition de valeur sur le genre et à définir un produit minimum viable.

GOVERNANCE

Le Conseil d'administration de la MIGA

Les programmes et activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 182 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la part de capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Le Conseil d'administration de la MIGA se trouve au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington et les Administrateurs se réunissent régulièrement pour examiner les projets de garantie des investissements, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de la MIGA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site du Conseil :

<http://www.worldbank.org/en/about/leadership/governors>



Supervision et redevabilité

Médiation, conformité et conseil

Le Bureau de médiation, de conformité et de conseil (CAO) est le mécanisme indépendant par lequel la MIGA et IFC rendent compte de leurs actions. Le CAO donne suite aux plaintes des populations touchées par les activités et projets soutenus par la MIGA et IFC, dans le but d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux sur le terrain, et de promouvoir une meilleure éthique de responsabilité au sein des deux institutions.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du CAO : <http://www.cao-ombudsman.org/>.

Audit interne du Groupe

L'audit interne du Groupe (GIA) fournit des assurances et des conseils indépendants, objectifs et perspicaces, prenant en compte les risques pour protéger et renforcer la valeur du Groupe de la Banque mondiale. Le GIA donne à l'équipe de direction et au Conseil l'assurance raisonnable que les processus de gestion et de contrôle des risques, ainsi que leur gouvernance générale, sont pertinents et efficaces. Le GIA rend compte au Président et est placé sous la tutelle du Comité d'audit.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du GIA : <http://www.worldbank.org/internalaudit>.

Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) évalue les stratégies, politiques et projets de la MIGA afin d'améliorer les résultats de l'Agence sur le plan du développement. L'IEG est indépendant de la Direction de la MIGA et communique ses conclusions aux Administrateurs de l'Agence et au Comité pour l'efficacité du développement.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site de l'IEG : <http://iege.worldbankgroup.org/>.

Vice-présidence Intégrité (INT)

Unité indépendante au sein du Groupe de la Banque mondiale, la Vice-présidence de l'Intégrité (INT) enquête sur les allégations de fraude, de corruption, de collusion, de coercition et d'obstruction dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que sur les cas de fraude et de corruption perpétrés par le personnel ou les fournisseurs du Groupe de la Banque et impose des sanctions en conséquence. Son Bureau de surveillance de l'intégrité collabore en outre avec les parties qui doivent satisfaire aux conditions de levée des sanctions qui leur sont infligées. INT communique les conclusions de ses enquêtes à l'ensemble de l'institution pour aider à réduire les risques de fraude et de corruption dans les projets, apportant ainsi un soutien essentiel au Groupe de la Banque dans l'exercice de sa responsabilité fiduciaire sur les ressources du développement dont il assure l'administration. Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site de l'INT : <http://www.worldbank.org/integrity>.

Pour signaler des actes présumés de fraude, de corruption ou d'autres pratiques punissables dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/fraudandcorruption.



Principales données financières de la MIGA

Résultats financiers

Par exercice (en millions de dollars)	2023	2022	2021	2020	2019
Revenu brut des primes	245,0	229,4	239,3	232,3	237,9
Revenu net des primes ^a	123,9	116,3	121,3	117,1	115,1
Charges administratives ^b	69,6	65,0	58,7	61,1	57,8
Résultat d'exploitation ^c	54,3	51,2	62,6	56,0	57,3
Revenu net	139,5	27,6	81,5	57,2	82,4
Ratio des charges administratives sur le revenu net des primes	56 %	56 %	48 %	52 %	50 %

a. La prime nette est égale à la prime brute et commissions de cession après déduction des primes cédées aux réassureurs et des frais de courtage.

b. Les charges administratives comprennent les dépenses au titre de la retraite et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite.

c. Le résultat d'exploitation est égal au revenu net des primes diminué des charges administratives, coûts des pensions compris.

Principaux chiffres

Par exercice (en millions de dollars)	2023	2022	2021	2020	2019
Capital économique total ^a	773	759	768	756	717
Fonds propres	1706	1 539	1 474	1 335	1 320
Capital d'exploitation ^b	1923	1 777	1 724	1 591	1 542
Capital économique total/capital d'exploitation (%)	40 %	43 %	45 %	48 %	47 %
Capital-risque ^c	1092	1 083	1 054	1 001	—
Capital-risque/capital d'exploitation	56,8 %	61,0 %	61,1 %	62,9 %	—

a. Capital absorbé par le portefeuille de garanties et le portefeuille d'investissements plus le capital requis pour couvrir les risques opérationnels.

b. Capital libéré, bénéfices non distribués/cumul des autres éléments du résultat étendu et réserves au titre du portefeuille d'assurance, net.

c. Mesure du risque introduite au cours de l'exercice 20 et définie comme la somme du capital économique (CE) total et du capital régulateur, ce dernier étant calculé à l'aide d'un outil de test de résistance mis au point sur la base de plusieurs scénarios macroéconomiques et spécifiques au pays.

— = non disponible.

Faits marquants de l'exercice 23

Septembre 2022

Table ronde de la MIGA sur les IDE en Tanzanie



Le deuxième événement de cette série s'est tenu à Dar es Salaam (Tanzanie) en septembre 2022. Cette table ronde de deux jours a donné aux responsables gouvernementaux du Botswana, du Malawi, du Mozambique, de la Somalie, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe une occasion unique de discuter franchement avec des cadres supérieurs des clients de la MIGA sur l'optimisation des conditions d'investissement pour attirer davantage d'IDE en Afrique de l'Est. Les échanges ont porté essentiellement sur les IDE en Afrique de l'Est, les pays de cette région continuant de faire face aux nombreuses crises provoquées par la pandémie de COVID-19, l'inflation, la dette et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. <https://www.miga.org/video/miga-fdi-roundtable-dialogue-tanzania>

Mars 2023

8^e cérémonie annuelle du *Gender Leadership Award* de la MIGA : Innovation par l'entrepreneuriat féminin

La MIGA a organisé la 8^e cérémonie annuelle de son *Gender Leadership Award* sous le thème « Innovation par l'entrepreneuriat féminin » le 8 mars pour qu'elle coïncide avec la célébration de la journée internationale des femmes. Cette année, le prix a été décerné à Claudia María González Arteaga, directrice financière de Bancóldex, la banque de développement des affaires de Colombie. Parmi les intervenants figuraient Anshula Kant, directrice générale et directrice financière, Groupe de la Banque mondiale ; Hiroshi Matano, vice-président exécutif du MIGA ; Ethiopis Tafara, vice-président et responsable du risque, des questions juridiques et administratives et des partenariats, MIGA ; Juncid Kamal Ahmad, vice-président, Opérations, MIGA ; Mohamed Gouled, vice-président industries, IFC ; Claudia María González Arteaga, directrice financière, Bancóldex ; Maya Khonje-Stewart, co-fondatrice et directrice, Yellow Solar Power ; et Christine Souffrant Ntim, fondatrice et directrice générale de Global Startup Ecosystem. <https://live.worldbank.org/events/miga-gender-leadership-award-innovation-female-entrepreneurship>

Avril 2023

La MIGA a célébré son 35^e anniversaire en réunissant des clients et d'autres acteurs concernés à l'occasion des Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Cet anniversaire a coïncidé avec le lancement du 1 000^e projet de la MIGA, le port de Dakar au Sénégal. Parmi les invités spéciaux figuraient le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, et le ministre sénégalais des Finances, Mamadou Moustapha Ba.

Juin 2023



La MIGA a organisé une table ronde de haut niveau sur le thème « Le rôle des institutions financières dans l'alignement sur l'Accord de Paris » dans le cadre du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial organisé par le Gouvernement français. Les discussions ont porté sur les approches mises en œuvre et les difficultés rencontrées par les institutions financières dans l'effort d'alignement de leurs financements sur l'Accord de Paris, les points de vue des régulateurs et la neutralité carbone, ainsi que sur la cohérence entre les exigences des organismes de réglementation et l'approche de la MIGA concernant l'alignement sur l'Accord de Paris. Parmi les intervenants se trouvaient Veronica Scotti, présidente de l'initiative Solutions pour le secteur public, Swiss Re ; Alberto Amo, responsable mondial de la stratégie de mobilisation de la dette privée et des canaux de distribution, Santander Corporate Investment Banking ; Yasser Ibrahim, Responsable sectoriel, Durabilité environnementale et sociale et climat, MIGA ; Sandrine Antonini, Directrice de la Stratégie climat et développement durable, Crédit Agricole CIB ; et Viet-Linh Nguyen, chef de la stratégie et de la finance durable à l'Autorité des marchés financiers (France). La table ronde était animée par Ethiopis Tafara, vice-président et directeur du risque, des questions juridiques et administrative et des partenariats, MIGA. <https://www.youtube.com/watch?v=Nc40nJwzyHY>

Notre institution



Hiroshi Matano
Vice-président exécutif



Junaid Kamal Ahmad
Vice-président, Opérations



Ethiopis Tafara
Vice-président et responsable
du risque, des questions
juridiques et administratives
et des partenariats



Muhamet Bamba Fall
Directeur, Opérations



Deepti Jerath
Directrice des finances
et du risque



**Aradhana
Kumar-Capoor**
Directrice et
conseillère juridique

Contacts

HAUTE DIRECTION

Hiroshi Matano

Vice-président exécutif
hmatano@worldbank.org

Junaid Kamal Ahmad

Vice-président, Opérations
jahmad@worldbank.org

Ethiopia Tafara

Vice-président et responsable du risque, des questions juridiques et administratives et des partenariats
etafara@worldbank.org

Muhamet Bamba Fall

Directeur, Opérations
mfall3@worldbank.org

Deepti Jerath

Directrice des finances et du risque
djerath@worldbank.org

Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique
akumarcapoor@worldbank.org

Hiroyuki Hatashima

Directeur par intérim,
analyses économiques et durabilité
hhatashima@worldbank.org

SECTEURS

Nabil Fawaz

Responsable mondial et chef du secteur industries manufacturières, agro-industries et services
nfawaz@worldbank.org

Christopher Millward

Responsable mondial et chef du secteur finances et marchés financiers
cmillward@worldbank.org

Elena Palei

Responsable mondiale et chef du secteur infrastructure-transport, eau et assainissement, et télécommunications
epalei@worldbank.org

Marcus Williams

Responsable mondial et chef du secteur énergie et industries extractives
mwilliams5@worldbank.org

RÉGIONAL

Layali Abdeen

Responsable des souscriptions, responsable régional MENA
labdeen@worldbank.org

Rouzbeh Ashayeri

Responsable des souscriptions, opérations Amérique du Nord
rashayeri@worldbank.org

Yann Burtin

Responsable, Europe de l'Ouest
yburtin@worldbank.org

Lin Cheng

Représentant, Chine et Souscripteur
lcheng1@worldbank.org

Olga Calabozo Garrido

Responsable, Amérique latine et Caraïbes
ocalabozogarrido@worldbank.org

Shuichi Hayashida

Responsable, Afrique de l'Ouest et du Centre
shayashida@worldbank.org

Tim Histed

Responsable, Asie du Sud-Est et Australasie
thisted@worldbank.org

Jaeyoung Jin

Responsable, Asie du Nord (Chine, Mongolie, Corée)
jjin1@worldbank.org

Jae Hyung Kwon

Responsable, Asie du Sud
jkwon@worldbank.org

Nkemjika Onwuamaegbu

Responsable régionale, Afrique
nonwuamaegbu@worldbank.org

Olga Sclovscia

Responsable régionale, Europe de l'Est et Asie centrale
osclovscia@worldbank.org

Susumu Takahashi

Responsable, Japon
stakahashi2@worldbank.org

COMPTABILITÉ ET REPORTING

Thomas Obuya

Contrôleur
tobuya@worldbank.org

RÉASSURANCE

Frank Linden

Responsable, réassurance
flinden@worldbank.org

ANALYSES ÉCONOMIQUES ET DURABILITÉ

Yasser Ibrahim

Chef de secteur, Durabilité 1
yibrahim@worldbank.org

Moritz Nebe

Chef de secteur, unité des analyses économiques
mnebe@worldbank.org

Kate Wallace

Chef de secteur, Durabilité 2
KWallace@worldbank.org

Hiroyuki Hatashima

Responsable en chef de l'évaluation
hhatashima@worldbank.org

GESTION DU PORTEFEUILLE

Hoda Moustafa

Responsable mondial du portefeuille
hmoustafa@worldbank.org

PARTENARIATS

Laura Alonzo

Co-responsable des partenariats
lalonzo@worldbank.org

Chinwe Binitie

Co-responsable des partenariats
cbinitie@worldbank.org

DEMANDES D'INFORMATIONS

migainquiry@worldbank.org

Crédit photos

Couverture : Shutterstock/only_kim ; Unsplash/David Martin Ibtet ; Shutterstock/Ruslana Iurchenko
Deuxième de couverture : Pexels/Denniz Futralan ; Unsplash/Luca Bravo Yoel ; Shutterstock/Mehmet O
Page 1 : Istock/Hadynyah
Page 2 : Pexels/Loifotos
Page 4 : Unsplash/Vincent Young
Page 5 : Shutterstock/Riccardo Mayer ; Unsplash/Jacek-Dylag ; Shutterstock/Storm Is Me ; Unsplash/Jacek-Dylag ; Unsplash/Jason Blackeye ; Unsplash/JSB Co ; Unsplash/American Public Power Association
Page 6 : Jodiann Anderson/Banque mondiale
Page 8 : Mimi Dabestani/Banque mondiale
Page 9 : Pexels/Darkshade Photos
Page 11 : Pexels
Page 12 : Grant Ellis/Banque mondiale
Page 15 : Unsplash/Evgeny Nelmin
Page 16 : Shutterstock/vic josh
Page 18 : Pexels/Ricky Esquivel ; Unsplash/Ricardo Gomez Angel ; Istock/Joaquimbkk ; Unsplash/Andreas Gueckhorn ; Shutterstock/Gorodenkoff
Page 20 : Pexels/Gustavo Fring
Page 22 : Pexels/David Vives
Page 24 : Istock/wilpunt
Page 26 : Shutterstock/MVolodymyr
Page 29 : Istock/Joel Carillet
Page 30 : Istock/Hadynyah
Page 31 : Shutterstock/Virrage Images
Page 32 : Shutterstock/i_am_zews ; Unsplash/Antonio Garcia
Page 33 : Istock/jaminwell
Page 34 : Pexels/Quang Nguyen Vinh
Page 36 : Shutterstock/V.S.Anandhkrishna
Page 38 : Istock/bruev
Page 39 : Unsplash/Annie Spratt
Page 40 : Istock/zorazhuang ; Shutterstock/Stephen Cook Photography
Page 42 : Istock
Page 43 : Shutterstock/Suradech Prapairot ; Shutterstock/Bumble Dee
Page 44 : Pexels/Shelagh Murphy
Page 49 : Shutterstock/i_am_zews
Page 50 : Avec l'aimable autorisation de Bancoldex
Page 51 : Shutterstock/Shyamalamuralinath
Page 52 : Pexels/Viewers
Page 54 : Jack Swynnerton/Banque mondiale ; Pexels/Kindel Media
Page 55 : (haut, gauche à droite) Grant Ellis/Banque mondiale ; (bas, gauche et milieu) Grant Ellis/Banque mondiale ; (bas à droite) Ian Foulk/Banque mondiale
Dernière de couverture : Istock/kckate16 ; Pexels/Jeffrey Suriyanto ; Shutterstock/Mark Fisher

Droits d'auteurs et crédits

© 2023 Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
<http://www.miga.org/>

Cet ouvrage a été établi par les services de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) avec la contribution de collaborateurs extérieurs. La MIGA ne garantit pas l'exactitude, la fiabilité ni l'exhaustivité du contenu de la présente publication ou des conclusions et jugements qui y sont formulés, et décline toute responsabilité en cas d'omissions ou d'erreurs (y compris sans s'y limiter les erreurs typographiques et techniques) dans le contenu, et pour l'utilisation qui pourrait en être faite. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la MIGA aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières. Les observations, interprétations et opinions qui sont exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, de son Conseil d'Administration ou des pays que ceux-ci représentent.

Le contenu de cette publication est uniquement destiné à des fins d'information générale et ne constitue pas des conseils juridiques, des conseils sur des titres ou des investissements, une opinion quant au caractère approprié d'un investissement ou une sollicitation, quelle qu'elle soit. En outre, les informations sont fournies strictement « en l'état », sans assurance ni représentation d'aucune sorte. Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et licences

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la MIGA encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition qu'elle soit pleinement citée comme étant la source et que toutes les autres autorisations requises à cette fin (comme indiqué dans les présentes) aient été obtenues. La MIGA ne garantit pas que le contenu de cet ouvrage ne porte pas atteinte aux droits de tierces parties, et décline toute responsabilité à cet égard. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il appartient à l'utilisateur de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images. Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Groupe des affaires juridiques et des plaintes de la MIGA (écrire à : Chief Counsel, Operations & Policy), 1818 H Street NW, UI2-1204, Washington, DC 20433.

Depuis sa création en 1988, l'Agence a émis des garanties d'une valeur de 76,3 milliards de dollars pour accompagner plus de 1 000 projets dans 123 pays hôtes.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA

IFC

Société Financière
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements



[MIGA.ORG](https://www.miga.org)